



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 27 MARS 1909.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 833

Nomination

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 23 mars courant, 1909, de nommer M. Joseph Latulippe, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Anicet No 2, comté de Huntingdon, en remplacement de M. Floyd Parker, démissionnaire. 1437

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

EDOUARD SEPT, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 27th MARCH, 1909.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 834

Appointment

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of March instant, 1909, to appoint Mr. Joseph Latulippe, a school commissioner for the school municipality of Saint-Anicet No 2, county of Huntingdon, to replace Mr. Floyd Parker, resigned. 1438

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

C. A. P. PELLETIER.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux à qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **A**TTE^NDU que MM John
Procureur Général. } Leonard, C. F. Olivier,
P. Pelletier et C. C. Genest, commissaires dûment
nommés pour les fins du chapitre premier du titre
neuf des Statuts Refondus de la Province de Qué-
bec, dans et pour le diocèse catholique romain de
Sherbrooke, dans Notre Province de Québec, tel
que canoniquement reconnu et érigé par les autori-
tés ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits sta-
tuts, transmis au Lieutenant Gouverneur de Notre
dite Province de Québec, leur certifica^t, constatant
qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition
à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité
ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret
canonique dans lequel sont décrites et déterminées
les limites et bornes qu'ils croient le plus conve-
nable d'assigner à la paroisse de Saint-Alphonse de
Winslow, dans le comté de Compton, dans le dit
diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Alphonse de Winslow, dans
le canton Winslow, comté de Compton, est formée
d'un démembrement de la paroisse Saint-Gabriel
de Stratford et de cette partie sud du canton Win-
slow non encore érigée en paroisse ; son territoire
est borné comme suit, savoir :

Vers le nord-ouest, par le rang V N.-O., et le lot
No 19 de chacun des rangs I N.-E. et I, II, III,
IV S.-O. ; vers le sud-est, par le canton Whitton ;
vers le sud-ouest, par le canton Lingwick ; vers le
nord-est, par le rang II N.-E., par la ligne entre
les lots Nos 44 et 45 de chacun des rangs I, II, III
N.-O. et I, II, III S.-E., et enfin par le prolonge-
ment, dans les rangs IV et V S.-E., partie est, de
cette ligne, jusqu'au canton Whitton, cette limite
nord-est étant une partie de la limite sud-ouest de
la paroisse de Saint-Romain de Winslow.

A CES CAUSES, Nous avons confi^mé, établi et
reconnu, et par les présentes confirm^{ns}, établis-
sons et reconnaissons les limites et bornes de la pa-
roisse de Saint-Alphonse de Winslow, ci-dessus
décrites.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les pré-
sentes ordonnons et déclarons que la paroisse de
Saint-Alphonse de Winslow décrite comme sus-
dit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en
conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et
tous autres que les présentes pourront concerner,
sont requis de prendre connaissance et de se con-
duire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos
présentes Lettres Patentes, et à icelles
fait apposer le grand Sceau de Notre
dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre
Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable
Sir C. ALPHONSE PANTALEON
PELLETIER, Chevalier, Commandeur
de Notre Ordre très distingué de Saint-
Michel et Saint-George, Membre de
Notre Conseil Privé pour le Canada,
Lieutenant-Gouverneur de Notre Pro-
vince Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre
Cité de Québec, dans Notre dite Province
de Québec, ce SEIZIEME jour de
MARS, dans l'année de Notre-
Seigneur, mil neuf cent neuf, et dans la
neuvième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1417

To all to whom these presents shall come or whom
the same may concern.—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS Messrs. John
Attorney General. } Leonard, C. F. Olivier, P.
Pelletier and C. C. Genest, appointed Commis-
sioners for the purposes of chapter first of title nine of
the Revised Statutes of the Province of Quebec, in
and for the Roman Catholic Diocese of Sherbrooke,
in Our Province of Quebec, canonically acknow-
ledged and erected by the Ecclesiastical authorities,
have, under the authority of the said Statutes, trans-
mitted to the Lieutenant Governor of Our said pro-
vince of Quebec, their certificate establishing that no
opposition has been made to the civil recognition of
the canonical decree of the Ecclesiastical authorities,
together with the canonical decree, by which they
describe and declare the limits and boundaries
which they think most expedient to be assigned to
the parish of Saint Alphonse of Winslow, in the
county of Compton, in the said Roman Catholic
Diocese, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Alphonse of Winslow, in the
township of Winslow, county of Compton, is formed
of a dismemberment of the parish of Saint Gabriel
of Stratford and of the south part of the township
Winslow not yet erected into a parish ; its terri-
tory is bounded as follows, to wit :

On the north-west, by the range V N. W. and
the lot No. 19 of each of the ranges I N. E., and
I, II, III, IV S. W. ; on the south east, by the
township Whitton ; on the south west, by the
township Lingwick ; on the north east, by the
range II N. E., by the line between the lots Nos.
44 and 45 of each of the ranges I, II, III N. W.
and I, II, III S. E. and finally by the prolongation
in the ranges IV and V S. E. partly east, of this
line, to the township Whitton, this north east
boundary being a part of the south west boundary
of the parish of Saint Romain of Winslow.

NOW KNOW YE, that We have confirmed,
established and recognised, and by these presents
do confirm, establish and recognise the aforesaid
limits and boundaries of the parish of Saint Al-
phonse of Winslow aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these
presents erect and declare the said parish of Saint-
Alphonse of Winslow to be a parish for all civil
purposes, agreeably to the provisions of the afore-
said statutes.

Of all which Our loving subjects and all others
whom these presents may concern, are hereby
required to take notice and to govern themselves
accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused
these Our Letters to be made Patent,
and the great Seal of Our Province
of Quebec to be hereunto affixed ;
WITNESS Our Right Trusty and Well
Beloved the Honourable Sir C. AL-
PHONSE PANTALEON PELLE-
TIER, Knight, Commander of Our Most
Distinguished Order of Saint Michael and
Saint Georges, Member of Our Privy
Council for Canada, Lieutenant Governor
of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of
Quebec, in Our said Province, this
SIXTEENTH day of MARCH,
in the year of Our Lord, one thousand
nine hundred and nine, and in the
ninth year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1418

Canada,
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que MM. John
Procureur-Général. } Leonard, C. F. Olivier, P.
Pelletier et C. O. Genest, commissaires dûment nom-
més pour les fins du chapitre premier du titre neuf
des statuts refondus de la Province de Québec, dans
et pour le diocèse catholique romain de Sherbrooke,
dans Notre Province de Québec, tel que canonique-
ment reconnu et érigé par les autorités ecclésiasti-
ques, ont, sous l'autorité des dits statuts, transmis
au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de
Québec, leur certificat constatant qu'il n'a été déposé
à son bureau aucune opposition à la reconnaissance
du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du
dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans le-
quel sont décrites et déterminées les limites et
bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner
à la paroisse de Sainte-Marguerite de Lingwick,
dans le comté de Compton, dans le dit diocèse susdit,
comme suit, savoir :

La paroisse de Sainte-Marguerite de Lingwick, dans le comté de Compton, est formée d'une partie du canton Lingwick, et est borné comme suit, savoir :

Vers le nord-est, par les cantons Stratford et Winslow ; vers le sud ouest, par le canton Bury et le lot numéro vingt-cinq (25), de chacun des premier, deuxième et troisième rangs ; vers le sud-est, par le lot numéro trente-trois (33), de chacun des rangs D, C et L, par le troisième rang et le canton Hampden ; vers le nord-ouest, par le canton Weedon.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes co firmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Sainte-Marguerite de Lingwick, ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Sainte-Marguerite de Lingwick, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEIZIEME jour de M A R S, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Canada
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING .

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS Messrs. John
Attorney General. } Leonard, C. F. Olivier, P.
Pelletier and C. O. Genest, duly appointed commis-
sioners for the purposes of the chapter first of title
nine of the Revised Statutes of the province of
Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of
Sherbrooke, in Our Province of Quebec, canonically
acknowledged and erected by the Ecclesiastical autho-
rities, have, under the authority of the said Statutes
transmitted to the Lieutenant-Governor of Our
said Province of Quebec, their certificate establishing
that no opposition has been made to the civil reco-
gnition of the canonical decrees of the Ecclesiasti-
cal authorities together with the canonical decrees,
by which they describe and declare the limits and
boundaries which they think most expedient to be
assigned to the parish of Sainte Marguerite of
Lingwick, in the county of Compton, in the said
Roman Catholic Diocese to be as follows, that is
to say :

The parish of Sainte Marguerite of Lingwick, in the county of Compton, is formed of a portion of the township Lingwick, and is bounded, as follows, to wit :

On the north east, by the townships Stratford and Winslow ; on the south west, by the township Bury and lot number twenty five (25), of each of the first, second and third ranges ; on the south east, by lot number thirty three (33), of each of the ranges D, C and L, by the third range and the township Hampden ; on the north west, by the township Weedon.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Sainte Marguerite de Lingwick aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Sainte Marguerite de Lingwick, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable Sir C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTEENTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, in the ninth year of Our Reign.

By Command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que MM. John
Procureur Général. } Leonard, C. F. Olivier,
P. Pelletier et J. C. Genest, commissaires dûment
nommés pour les fins du chapitre premier du titre
neuf des statuts refondus de la province de Québec,
dans et pour le diocèse catholique romain de Sher-
brooke, dans Notre province de Québec, tel que
canoniquement reconnu et érigé par les autorités
ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts,
transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite
province de Québec, leur certificat constatant qu'il
n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la
reconnaissance du décret canonique de l'autorité
ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret
canonique dans lequel sont décrits et déterminés
les limites et bornes de cette partie de la paroisse
de Saint-Camille de Wolfe, dans le comté de Wolfe,
dans le dit diocèse catholique romain de Sherbrooke,
qu'ils croient le plus convenable de détacher de la
paroisse de Saint-Camille de Wolfe, et d'annexer à
la paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell, dans le
comté de Wolfe, dans le diocèse susdit, comme
suit, savoir :

Ce territoire comprenant les lots numéros vingt-
quatre, vingt-cinq, vingt-six, vingt-sept et vingt-
huit (24, 25, 26, 27 et 28), de chacun des dixième
et onzième rangs du canton Dudswell, comté de
Wolfe, devant être détaché de la paroisse de Saint-
Camille, pour être annexé à la paroisse de Saint-
Adolphe de Dudswell.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et
reconnu, et par les présentes confirmons, établissons
et reconnaissons les limites et bornes de la partie
de la paroisse de Saint-Camille de Wolfe, ci-dessus
décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite
paroisse de Saint-Camille de Wolfe et annexée à la
paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les pré-
sentes ordonnons et déclarons que la dite partie de
la paroisse de Saint-Camille de Wolfe ci-dessus dé-
crite, sera détachée de la dite paroisse de Saint-
Camille de Wolfe et sera et demeurera annexée à la
dite paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'a-
venir la dite partie de la dite paroisse de Saint-Camille
de Wolfe fera partie de la dite paroisse de Saint-
Adolphe de Dudswell, pour toutes les fins civiles en
conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous
autres que les présentes pourront concerner sont
requis de prendre connaissance et de se conduire en
conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos
présentes Lettres Patentes, et à icelles
fait apposer le grand Sceau de Notre dite
Province de Québec : TÉMOIN, Notre
Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable
SIR C. ALPHONSE PANTALEON
PELLETIER, Chevalier, Commandeur
de Notre Ordre Très distingué de Saint-
Michel et Saint-George, Membre de
Notre Conseil Privé pour le Canada,
Lieutenant-Gouverneur de Notre Pro-
vince de Québec.

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God,
of the United Kingdom of Great Britain and
Ireland and of the British Dominions beyond the
Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of
India.

To all to whom these presents shall come or whom
the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS Messrs.
Attorney General. } John Leonard,
C. F. Olivier, P. Pelletier and C. C. Genest, duly
appointed commissioners for the purposes of chapter
first of title nine of the Revised Statutes of the pro-
vince of Quebec, in and for the Roman Catholic dioc-
cese of Sherbrooke, in Our province of Quebec, ca-
nonically acknowledged and erected by the eccle-
siastical authorities, have, under the authority
of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant
Governor of Our said province of Quebec, their
certificate establishing that no opposition has been
made to the civil recognition of the canonical decree
of the Ecclesiastical authorities together with the
canonical decree, by which they describe and de-
clare the limits and boundaries of that certain part
of the parish of Saint Camille of Wolfe, in the
county of Wolfe, in the said Roman Catholic dioc-
cese of Sherbrooke, which they think most expe-
dient to be detached from the said parish of Saint
Camille of Wolfe, and to be annexed to the parish
of Saint Adolphe of Dudswell, in the county of
Wolfe, in the diocese aforesaid, to be as follows,
that is to say :

The territory comprising the lots numbers twenty
four, twenty five, twenty six, twenty seven and
twenty eight (24, 25, 26, 27 and 28), of each of the
tenth and eleventh ranges of the township Duds-
well, county of Wolfe, to be detached from the parish
of Saint Camille, to be annexed to the parish of
Saint Adolphe of Dudswell.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, esta-
blished and recognised, and by these presents do
confirm, establish and recognise the aforesaid limits
and boundaries of the part of the said parish of
Saint Camille of Wolfe, hereinbefore described, to
be and remain detached from the said parish of
Saint Camille of Wolfe, and to be and remain
annexed to the parish of Saint Adolphe of Duds-
well.

And We have ordained and declared, and by these
presents do ordain and declare the said part of the
parish of Saint Camille of Wolfe above described to
be detached from the said parish of Saint Camille
of Wolfe and to be and remain annexed to the said
parish of Saint Adolphe of Dudswell.

And We do hereby, constitute the said part of the
said parish of Saint Camille of Wolfe to be here-
after part of the said parish of Saint Adolphe of
Dudswell, for all civil purposes, agreeably to the
provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others
whom these presents may concern, are hereby re-
quired to take notice and to govern themselves
accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused
these Our Letters to be made Patent and
the Great Seal of Our Province of Que-
bec to be hereunto affixed : WITNESS,
Our Right Trusty and Well-Beloved,
the Honourable SIR C. ALPHONSE
PANTALEON PELLETIER, Knight,
Commander of Our Most Distinguished
Order of Saint Michael and Saint George,
Member of Our Privy Council for
Canada, Lieutenant Governor of Our
Province of Quebec,

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEIZIEME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et dans la neuvième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1419

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour de mars 1909, constituant en corporation MM. Henry Wyndham Beauclerk, gerant, Colin M. McCuaig, agent de change, Percy Borland, commis, A. George Brooke Claxton, Conseil en Loi du Roi et avocat, et Thomas Reginald Ker, avocat, tous de la cité de Montréal dans les buts suivants :

Acheter, louer, prendre en échange ou acquérir autrement des terres (immeubles) ou intérêts d'iceux, ensemble avec toutes bâtisses ou constructions situées sur les dites terres ou aucune d'elles, et de vendre, louer, échanger, hypothéquer toutes les dites terres ou aucune partie d'icelle ou en disposer autrement, et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions érigées maintenant ou qui peuvent être érigées à l'avenir, et de prendre les garanties qui peuvent être jugées nécessaires, ériger telles bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction ;

Faire, bâtir et construire aucun et tous les travaux publics et privés, entreprises, constructions et opérations, maisons d'habitation, manufactures, magasins et autres bâtisses ;

Prendre ou tenir des hypothèques pour toute balance non payée du prix d'achat sur aucune des terres, bâtisses ou constructions ainsi vendues, et de les vendre et les hypothéquer ou autrement disposer des dites hypothèques ; vendre la dite propriété sur le plan de versement partiel ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour les fins de constructions ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, posséder, transférer, vendre des actions, stock, débentures, obligations ou autres garanties dans aucune autres compagnie ayant en aucune manière des objets semblables à ceux de cette compagnie et en disposer ;

Vendre aucun des meubles et immeubles de cette compagnie aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos et accepter des actions, obligations, stocks ou autres garanties d'aucune autre compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux, ou en disposer autrement ;

Améliorer, changer et administrer les dites terres et bâtisses et de garantir et aider autrement dans l'exécution des contrats ou hypothèques des personnes, sociétés ou corporations avec lesquelles la compagnie peut avoir des affaires, assumer et prendre les dits contrats ou hypothèques en défaut ;

Faire toutes choses qui peuvent être nécessaires pour mettre avantageusement l'entreprise en opération, laquelle sera dans les limites de la province de Québec, sous le nom de "New Montreal Construction Company", avec un capital total de quarante neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1425

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTEENTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1420

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1909, incorporating Messrs. Henry Wyndham Beauclerk, manager, Colin M. McCuaig, stock-broker, Percy Borland, clerk, A. Georges Brooke Claxton, King's Counsel and advocate, and Thomas Reginald Ker, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To purchase, lease, take in change or otherwise acquire lands (immovables) or interests therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands, and all or any of the buildings, or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary ; to erect such buildings and deal in building materials ;

To make, build and construct any and all public and private works, undertakings, constructions and operations, dwellings houses, factories, shops and other buildings ;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase price on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage or otherwise dispose of said mortgages ; to sell property on the instalment plan or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or tenants of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures, bonds or other securities in any other company having objects in any way similar to those of this company ;

To sell or otherwise dispose of any of this company's moveable or immovable property upon such terms and conditions as the company shall see fit and to accept shares, bonds, stocks or other securities of any other company in payment or part payment therefor ;

To improve, alter and manage said lands and buildings, and to guarantee and otherwise assist in the performance of contracts and mortgages of persons, firms or corporations with whom the company may have dealings, and to assume and take over such mortgages or contracts in default ;

And to do every thing that may be necessary to effectively carry out the undertaking which is to be confined to the limits of the province of Quebec, under the name of "New Montreal Construction Company," with a total capital stock of forty-nine thousand and nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety-nine shares (499) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixteenth day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary

1426

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour de mars 1909, constituant en corporation MM. Alfred Richard, commerçant, Napoléon Ferdinand Duquette, entrepreneur, Victor Lemay, hôtelier, Edson G. Stevens, bourgeois, et David Richard, gentilhomme, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, construire, maintenir, mettre en opération un terrain de course dans le district de Montréal ou ailleurs dans la province de Québec, où auront lieu toute sorte de courses, courses de chevaux, courses d'automobiles et toute sorte de jeux, aussi ériger toutes les bâtisses y ayant rapport ;

Posséder et acquérir par achat, bail ou autrement les biens, meubles et immeubles et la clientèle, franchise, droits et privilèges, contrats et actif de toute sorte utiles et nécessaires aux affaires de la compagnie aux conditions qui peuvent être jugées à propos de toute personne, société ou corporation, et de les payer en argent ou en partie en argent ou en actions payées, obligations ou autres garanties de la compagnie tel qu'il peut être convenu ;

S'annexer avec toute société, personne ou personnes faisant affaires des affaires semblables ;

Vendre, améliorer, administrer, échanger, louer hypothéquer ou autrement faire les affaires de tous ou aucun des biens ou droits de la compagnie, meubles ou immeubles et en disposer, tel que la compagnie peut juger à propos, y compris toute l'entreprise de la compagnie ;

Prendre, acquérir et posséder une garantie d'aucuns et de toute sorte de meubles et immeubles pour dettes ou engagements ou obligations encourus ou à encourir par la compagnie, au sujet des fins et objets de la compagnie, et de les décharger ou en disposer suivant qu'il sera jugé à propos ;

Prendre, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "The Montreal Driving Club Company, Limited," avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

1407

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1909, constituant en corporation MM. Francis Hamel, industriel, Nazaire E. Demers, marchand de bois, Francis Roger, agent, Antoine Arthur Dubé, voyageur de commerce, Gaudiose Demers, secrétaire-trésorier, Révérend Pierre Alfred Pouliot, prêtre, curé, tous de Saint-Agapit, dans les buts suivants : manufacture de chemises, overalls, salopettes, hardes faites, casquettes, portes, châssis, commerce et préparation du bois de construction, sous le nom de "La Compagnie Manufacturière d'Overalls de Saint-Agapit", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province sera à Saint-Agapit.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1909, constituant en corporation MM. Joseph

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the tenth of March 1909, incorporating Messrs. Alfred Richard, trader, Napoléon Ferdinand Duquette, contractor, Victor Lemay, restaurant-keeper, Edson P. Stevens, bourgeois, and David Richard, gentleman, all of the city of Montreal, for the following purpose:

To acquire, build, maintain, operate a race track, in the district of Montreal or elsewhere in the province of Quebec, where shall be given all kinds of races, horse races, automobiles races, and all kinds of sports, also to erect all buildings that may be pertaining thereto.

To possess, own and acquire by purchaser, lease or otherwise property real or personal and the good will, franchise, rights or privileges, contracts and assets of any kind useful and necessary for the business of the company upon such terms as may be deemed advisable from any individual, firm or corporation, and to pay the same in cash or in part cash, or paid up shares, bonds or other securities of the company as may be agreed upon.

To amalgamate with any firm, individual or persons doing business similar to the foregoing.

To sell, improve, manage, exchange, lease or mortgage and dispose of or otherwise deal with all or any of the property or rights of the company real or personal as the company may deem advisable, including the company's whole undertaking.

To take, acquire and to hold security of any and every kind real or personal for debts or liabilities or obligations to the company incurred or to be incurred, in respect to the purposes and objects of the company, and to discharge or dispose of the same as may be thought best.

To draw, make, accept, endorse, discount, execute, issue promissory notes bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments, under the name of "The Montreal Driving Club Company, Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) divided into one thousand shares (1000) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this tenth day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

1408

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1909, incorporating Messrs. Francis Hamel, manufacturer, Nazaire E. Demers, lumber merchant, Francis Roger, agent, Antoine Arthur Dubé, commercial traveller, Gaudiose Demers, secretary-treasurer, Reverend Pierre Alfred Pouliot, priest, curé, all of Saint-Agapit, for the following purposes: to manufacture shirts, overalls, working apparel, caps, doors, windows, and trade in and prepare timber under the name of "La Compagnie Manufacturière d'Overalls de Saint-Agapit," with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00) divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province will be at Saint-Agapit.

Dated from the office of the provincial secretary, this nineteenth day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1909, incorporating Messrs. Joseph Mo-

Morin, hôtelier, Philip Poudrier, commerçant, de Black Lake, Lacasse Rousseau, électricien, Antoine Oscar Vachon, notaire, de Thetford Mines, et Joseph Aimé St-Denis, comptable, de Weedon, dans le but suivant :

Acquérir, vendre, louer ou autrement, des meubles, immeubles, pouvoirs d'eaux, lignes de transmission électriques, manufactures, patentes, licences, privilèges, contrats, appartenant à des corporations ou à des particuliers; fabriquer, produire, acheter, vendre et distribuer l'électricité ou tout autre force motrice pour fins industrielles ou toutes fins quelconques; faire le commerce de tout article concernant l'électricité; obtenir des privilèges de toute corporation ou particulier, pour construire, exploiter, maintenir et entretenir des lignes pour la transmission de l'électricité dans les comtés de Mégantic, Beauce et Wolfe; exercer toute autre industrie manufacturière ou non qui peut être avantageusement exercée conjointement avec l'industrie de la compagnie ou qui est de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou la rendre profitable; emprunter des deniers et faire des avances de deniers comptants ou les garantir par billets, hypothèques, titres ou autres valeurs concernant la propriété de la compagnie; acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer ainsi que sa clientèle et son actif, aux conditions et aux prix qui seront convenus, et de payer avec des actions acquittées ou des obligations de la compagnie toute telle acquisition; acquérir par achat, louer ou autrement des mines ou des droits de mines, terres ou propriétés et les tenir, posséder, explorer, développer, vendre ou autrement en disposer; faire toute autre chose en rapport avec les pouvoirs ci-dessus énumérés, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Thetford Mines," avec un capital total de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en sept mille cinq cents (7,500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à Thetford Mines.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,

1435

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1909, constituant en corporation MM. Elisée Parent, inspecteur de beurrieres et fromageries, de Drummondville, Adolphe Parent, propriétaire de beurrieres et fromageries, de Saint-Sulpice, Ludger Parent, propriétaire de beurrieres et fromageries, de l'Assomption, Emile Lefebvre, inspecteur de beurrieres et fromageries, de Saint-Hugues, Adolphe Homère Parent, inspecteur de beurrieres et fromageries, de la ville de Sorel, dans les buts suivants : travailler à l'organisation d'un marché à beurre et à fromage, avec réfrigérateur, etc., et dans l'intérêt de la classe agricole, de l'industrie laitière et d'autres industries, de faire donner des conférences sur l'industrie laitière et autres; y tenir buffet avec liqueurs; salles de billard, salles de lectures et amusements divers, sous le nom de "La Compagnie du Club Industriel de Sorel," avec un capital total de cinq mille piastres (\$5000.00), divisé en mille (1000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province sera dans la cité de Sorel.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,

1455

Secrétaire de la province.

rin, hotel-keeper, Philip Poudrier, trader, of Black Lake, Lacasse Rousseau, electrician, Antoine Oscar Vachon, notary, of Thetford Mines, and Joseph Aimé St. Denis, accountant, of Weedon, for the following purpose:

To acquire, sell, lease or otherwise, moveables, immoveables, water powers, electric transmission lines, manufactories patents, licenses, privileges, contracts belonging to corporations or individuals; to manufacture, produce, buy, sell and distribute electricity or any other motive power for industrial or any purposes whatsoever; to trade in any article relating to electricity; to obtain privileges from any corporation or individual, to construct, operate, maintain and keep lines for the transmission of electricity in the counties of Mégantic, Beauce and Wolfe; to carry on any other manufacturing industry or not which may be advantageously carried on in conjunction with the industry of the company, or that is of a nature to augment the property of the company or render it profitable; to borrow and loan ready money or give security for same by notes, hypothecs, titles or other values in connection with the property of the company; to acquire any other industry identical with the one the present company is authorized for and also its goodwill and assets, on the conditions and at the prices which may be agreed on, and to pay for same with paid up shares or bonds of the company, to acquire by purchase, lease or otherwise mines or mining rights, lands or properties, and hold, own, explore, develop, sell or otherwise dispose of same; to do anything else in connection with the rights above enumerated, under the name of "La Compagnie Electrique de Thetford Mines", with a total capital of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seven thousand five hundred (7500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province will be at Thetford Mines.

Dated at the office of the secretary of the province, this twenty second day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

1436

Provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March 1909, incorporating Messrs. Elisée Parent, inspector of butter and cheese factories, of Drummondville, Adolphe Parent, proprietor of butter and cheese factories, of Saint Sulpice, Ludger Parent, proprietor of butter and cheese factories, of l'Assomption, Emile Lefebvre, inspector of butter and cheese factories, of Saint Hugues, Adolphe Homère Parent, inspector of butter and cheese factories, of the town of Sorel, for the following purposes: to work for the organization of a butter and cheese market, with refrigerator, etc., and in the interest of the agricultural class, the dairy and other industries; to have conferences given on the dairy and other industries; to keep therein a buffet with liquors, billiard rooms, reading rooms and other amusements, under the name of "La Compagnie du Club Industriel de Sorel", with a total capital of five thousand dollars (\$5000.00), divided into one thousand (1000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Sorel.

Dated at the office of the secretary of the province, this nineteenth day of March 1909.

L. RODOLPHE ROY,

1456

Provincial secretary.

No 1045.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 23 mars courant, 1909, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Louis du Ha! Ha! dans le comté de Témiscouata, les terrains se trouvant à la tête du Lac Témiscouata, depuis la ligne nord du premier rang de la rivière Caldwell prolongée jusqu'aux limites de la seigneurie du Lac Témiscouata, jusqu'à la rivière Touladi à l'est, et, au sud, jusqu'à la ligne qui sépare les dits terrains de la seigneurie connue autrefois sous le nom de "Seigneurie Coffin";

Détacher de la municipalité scolaire de N. D. du Lac, dans le même comté, les biens-fonds se trouvant au sud de la rivière Touladi, compris entre cette rivière et les terres de la Couronne, et connus sous le nom de "Seigneurie de Hayes";

Annexer ces terrains au canton Robitaille se trouvant dans le même comté, ne faisant partie d'aucune municipalité scolaire, et ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Joseph-de-Viel". 1439

La compagnie "The John Black Mining Company, Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

La principale place d'affaires de la compagnie, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle, est M. William Vass, comptable, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 23 mars 1909.

La compagnie "The McKinnon Mines, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec. Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires de la compagnie dans la province est dans la cité de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Patrick Charles Shanon, comptable, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 23 mars 1909.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 19 mars 1909.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que le règlement suivant soit adopté conformément à l'article 1153b des statuts révisés (sec. 1 de la loi 6 Ed. VII, ch. 10, imposant des droits sur les corporations commerciales), savoir :

"Tout protonotaire de la cour supérieure et le registraire de toute division d'enregistrement dans la province, devront, le ou avant le cinquième jour de chaque mois, transmettre au trésorier de la province, un rapport donnant les noms de toutes les corporations et compagnies commerciales qui auront déposé entre leurs mains durant le mois précédent, la déclaration requise par l'article 4754 des statuts révisés de cette province."

1423

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

No. 1045.08

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, date: the 23rd of March instant, 1909, to detach from the school municipality of Saint Louis du Ha! Ha!, in the county of Temiscouata, the lands lying at the head of Lake Temiscouata from the north line of the first range of the river Caldwell prolonged to the limits of the seignior of Lake Temiscouata, to the river Touladi on the east, and, on the south, to the line which separates the said lots from the seignior formerly known by the name of "Coffin Seignior";

To detach from the school municipality of N. D. du Lac, in the same county, the lots lying to the south of the river Touladi, comprised between that river and the Crown lands, and known by the name of "Hayes Seignior";

To annex the above mentioned lands to the township Robitaille lying in the same county, not forming part of any school municipality, and to erect all this territory into a distinct school municipality by the name of "Saint Joseph de Viel." 1440

"The John Black Mining Company, Limited" has been authorized to sell or otherwise transfer in the province of Quebec, its shares, stock, stock certificates, debentures and other securities.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William Vass, accountant, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

Quebec, 23rd March, 1909.

"The McKinnon Mines, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec. The power conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporation of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Patrick Charles Shanon, accountant, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

Quebec, 23rd March, 1909.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 19th March, 1909.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the following regulation be adopted under the authority of article 1153b of the revised statutes, (sec. 1 of the act 6 Ed. VII, ch. 10, imposing taxes upon commercial corporations), viz :

"Every prothonotary of the superior court and the registrar of every registration division in the province, shall, on or before the fifth day of every month, transmit to the provincial treasurer a report giving the names of all commercial corporations and companies, which have filed with him during the month immediately preceding, the declaration required by article 4754 of the revised statutes of this province."

1424

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 19 mars 1909.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que le règlement suivant soit adopté conformément à l'article 11911 des statuts révisés, (sec. 1. de la loi 6 Ed. VII, ch. 11, imposant des droits sur les successions), savoir :

"Le régistrateur de toute division d'enregistrement dans la province, devra, le ou avant le cinquième jour de chaque mois, transmettre au trésorier de la province, sur les formules fournies au régistrateur par le département, un état de tous les testaments, déclarations de décès, donations entrevifs et contrats de mariage enregistrés dans le bureau de tel régistrateur durant le mois précédent."

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

1421

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au ministre de l'agriculture la déclaration voulue par la loi et s'étant conformé à toutes les exigences des statuts 56 Vict., ch. XX, et 59 Vict., ch. XXI, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Compton, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Isidore d'Auckland".

JEREMIE L. DECARIE,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 24 mars 1909.

1457

LOI CONCERNANT LES SOCIÉTÉS DE
PATRONS DE FABRIQUES DE
PRODUITS LAITIERS.

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté de Stanstead, sous le nom de "Société des patrons de la beurrerie et fromagerie du village de Dixville," avec sa principale place d'affaires au village de Dixville, dans le comté de Stanstead.

JEREMIE L. DECARIE,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 24 mars 1909.

1459

No 3919-08

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Malachie, dans le comté de Dorchester, les biens fonds du 4^e rang de la paroisse de Saint-Malachie, ayant les numéros 21a, 21b, 22a, 22b, 23a et une partie de celui ayant les numéros 24a, 24b et 24c, appartenant à Jules Fradet, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Damien, dans le comté de Bellechasse. 1463

No 3348.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Mathias, dans le comté de Rouville, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Mathias, les numéros 104 et suivants jusqu'à 112 inclusivement, et de les annexer à la municipalité scolaire du village de Richelieu, dans le même comté. 1309.2

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 19th March, 1909.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the following regulation be adopted under the authority of article 14911 of the revised statutes, (sec. 1 of the act 6 Ed. VII, ch. 11, imposing duties on successions), viz :

"The registrar of every registration division in the province shall, on or before the fifth day of every month, transmit to the provincial treasurer, upon the forms thereto furnished to the registrar by the department, a statement of all wills, declarations of death, donations *inter vivos* and contracts of marriage registered in the office of such registrar during the month immediately preceeding."

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

1422

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Vict., ch. XX, and 59 Vict., ch. XXI, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Compton, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Saint Isidore d'Auckland".

JEREMIE L. DECARIE,
Minister of Agriculture.

Quebec, 24th March, 1909.

1458

ACT RESPECTING SOCIETIES OF PATRONS
OF MANUFACTORIES OF DAIRY
PRODUCTS.

Notice is hereby given that a society of patrons has been constituted in the county of Stanstead, under the name of The Society of Patrons of the butter and cheese factory of the village of Dixville, with its principal place of business in the village of Dixville, in the county of Stanstead.

JEREMIE L. DECARIE,
Minister of Agriculture.

Quebec, 24th March, 1909.

1460

No. 3919-08

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Malachie, in the county of Dorchester, the lots of the 4th range of the parish of Saint Malachie, bearing the numbers 21a, 21b, 22a, 22b, 23a, and a portion of that bearing the numbers 24a, 24b and 24c, belonging to Jules Fradet, and to annex such territory to the school municipality of Saint Damien, in the county of Bellechasse. 1464

No. 3348-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Public Instruction Act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Mathias, in the county of Rouville, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Mathias, the numbers 104 and following up to 112 inclusively, and to annex them to the school municipality of the village of Richelieu, in the same county. 1310

No 3404-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, QUÉBEC.

En vertu des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'on lui a demandé l'érection de la nouvelle paroisse de Saint-Fabien de Panet, dans le comté de Montmagny, en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Panet", comprenant les rangs 1, 2 et 3 du canton Panet, les rangs 6, 7, 8, 9 et 10 du canton Talon et les rangs 6 et 7 du canton Rolette, moins toutefois les lots ayant les numéros 36 et suivants jusqu'à 46 inclusivement de ces deux derniers rangs et des rangs 1, 2 et 3 du canton Panet.

L'avis publié dans la "Gazette Officielle", le 20 et le 27 février dernier, concernant cette érection de municipalité, est retiré. 1307-2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de mars 1909, constituant en corporation MM. John James Read, agent de change, Hartland Brydges MacDougall, agent de change, William Frederick Daniels, commis, Gordon Walters MacDougall, Conseil en Loi du Roi, et Lawrence MacFarlane, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Assurer, souscrire, acheter ou acquérir et posséder soit absolument comme propriétaire ou au moyen de garantir le collatérale ou autrement, et de vendre, hypothéquer, garantir, céder, transférer, ou faire le commerce de meubles et immeubles, et de bons, débetures, stocks, actions et autres garanties de tout gouvernement ou de toute corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque incorporée ou de tout autre compagnie dûment incorporée ou en disposer autrement ;

Offrir pour souscription publique des actions, stock, bons, débetures ou autres garanties de toute corporation ou compagnie ;

Promouvoir, organiser, conduire diriger ou agir comme officier de toute corporation ou compagnie ;

Transiger et faire les affaires en général d'agence et de courtage et agir comme agents et courtiers pour le placement, fret, paiement, transmission et perception d'argent, pour le transport et recort des bons, ou débetures, actions ou autres garanties, et pour l'achat, la vente et amélioration, le développement et l'administration de toutes propriétés, affaires ou entreprise, et l'administration, contrôle ou la direction de syndicats, sociétés, associations, compagnies ou corporations ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, co-opération, société conjointe, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou sur le point de faire toutes affaires ou transaction que cette compagnie est autorisée à engager ou faire et de prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie et de vendre, posséder, émettre de nouveau, avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ou compagnies ayant déjà des objets ou en partie semblables à ceux ci-dessus énumérés et prendre des actions d'icelles ; garantir l'exécution de contrats par toute personne ou compagnie ; vendre, louer l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera à propos, y compris les actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie, ou en disposer autrement ;

Émettre et assigner comme stock payé de la compagnie incorporée par le présent en paiement ou partie de paiement des affaires, franchises, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licence, contrat, immeubles, stock, bons et débetures, ou autre propriété ou droits qui peuvent être légalement acq. en vertu des pouvoirs octroyés ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, et aider, au moyen de bonus, les prêts, promesses, endosse-

No. 3404-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION, QUÉBEC.

In virtue of the provisions of article 98 of the Public Instruction Act, the superintendent gives notice, that he has been requested to erect the new parish of Saint Fabien de Panet, in the county of Montmagny, into a distinct school municipality, under the name of "Panet", comprising the ranges 1, 2 and 3 of the township Panet, the ranges 6, 7, 8, 9 and 10 of the township Talon, and the ranges 6 and 7 of the township Rolette, minus, however, the lots bearing the numbers 36 and up to 46 inclusively of the two latter ranges, and of the ranges 1, 2 and 3 of the township Panet.

The notice published in the "Official Gazette", the 20th and 27th of February last, respecting such erection of a municipality, is withdrawn. 1308

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1909, incorporating Messrs. John James Read, stock broker, Hartland Brydges MacDougall, stock broker, William Frederick Daniels, clerk, Gordon Walters MacDougall, King's counsel and Lawrence MacFarlane, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To underwrite, subscribe for, purchase or acquire and hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, hypothecate, pledge, assign, transfer or otherwise dispose of or deal in real and personal property and the bonds, debentures, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank or of other duly incorporated company ;

To offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities, of any corporation or company ;

To promote, organize, manage, direct or act as officer of, any corporation or company ;

To transact and carry on a general agency and brokerage business and to act as agents and brokers for the investment, loan, payment transmission and collection of money, for the transfer and recording of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of any property, business or undertaking, and the management, control or direction of syndicates, partnerships, associations, companies or corporations ;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal in the same ;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated and to take shares therein ; to guarantee the performance of contracts by any person or company ; to sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company for such consideration as the company may see fit, including shares, debentures or securities of any other company ;

To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stock, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted.

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement,

ments, garantie de bons, débetures ou autres garanties, ou autrement, toute autre compagnie ou corporation; et garantir l'exécution de contrats par toute telle compagnie, corporation ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Employer aucun des surplus des fonds de la compagnie pour l'achat de ses propres actions et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèce, toute propriété de la compagnie, et en particulier toutes actions, débetures ou garanties de d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou que la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Faire toute ou aucune des susdites choses comme agents principaux ou procureurs;

Faire toutes autres choses qui peuvent être en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets sous le nom de "C. Meredith & Company, Limited," avec un capital total de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille (3,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1319.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1909, constituant en corporation MM. Edward Herbert Brown, de la cité de Westmount, agent d'assurance, Archibald Holmes Ross, ingénieur mécanicien, et Walter Charles Hagar, agent d'assurance, de la cité de Montréal, honorable Francis Edward Gilman, de la cité de Westmount, avocat et conseil en loi du Roi, et Leslie Hale Boyd, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir:

Faire les affaires de buanderie à vapeur ou autre, ensemble avec les affaires de nettoyeurs, teinturiers et réparateurs.

Fournir des articles de toilette et autres, et faire les affaires de tailleurs, et manufacturiers de chemises et de marchandises de lingerie.

Payer pour aucuns biens, droits ou privilèges réclamés par la compagnie ou services rendus à icelle, par l'émission d'actions payées et non cotisables dans le capital action de la dite compagnie.

Entrer en aucune convention pour le partage de profit ou union d'intérêts avec toute autre personne ou compagnie faisant ou étant sur le point de faire toutes affaires semblables aux objets de cette compagnie;

Acheter ou acquérir autrement tous ou aucune partie des biens, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et dettes de toute personne ou compagnie faisant des affaires semblables à celles devant être faites par cette compagnie, et de payer pour iceux si on le désire par l'émission d'actions payées en non-cotisables dans le capital action.

Souscrire, prendre et posséder des actions, bons, débetures ou autres garanties dans toute compagnie incorporée pour objets semblables à ceux pour lesquels cette compagnie est incorporée.

Acheter, vendre, échanger et hypothéquer des immeubles.

Faire en général les affaires en gros et en détail comme marchands et commerçants, sous le nom de "The Royal Arms Laundry Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1297.2

guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation; and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To use any of the surplus funds of the company for the purchase of its own shares and to distribute among the shareholders of the company, in kind, and property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To do all or any of the above things as principals agents or attorneys;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "C. Meredith & Company, Limited", with a total capital stock of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three thousand (3 000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the provincial secretary, this eleventh day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

1320

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of March 1909, incorporating Messrs. Edward Herbert Brown, of the city of Westmount, insurance agent, Archibald Holmes Ross, mechanical engineer, and Walter Charles Hagar, insurance agent, of the city of Montreal, Honorable Francis Edward Gilman, of the city of Westmount, advocate and King's counsel, and Leslie Hale Boyd, advocate and King's counsel, of the city of Montreal, for the following purposes, viz:

To carry on the business of a steam or other laundry together with the business of cleaners, dyers and repairer.

To supply and furnish toilet and other articles and carry on the business of tailoring and shirt and linen goods manufacturers.

To pay for any property rights or privileges claimed by or services rendered to the company by the issuing of fully paid and non assessable shares in the capital stock of the said company.

To enter into any agreement for shares of profit or union of interests with any other person or company carrying or about to carry on any business similar to the object of this company.

To purchase or otherwise acquire all or any part of the assets, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person or company carrying on a business similar to that to be carried on by this company, and to pay for the same if desired by the issuing of fully paid and non assessable shares in the capital stock.

To subscribe for, take and hold the shares, bonds, debentures or other securities in any company incorporated for purpose similar to the purposes for which this company is incorporated.

To buy, sell, exchange and hypothecate real estate.

To carry on a general retail or wholesale business as merchants and traders, under the name of "The Royal Arms Laundry Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this eleventh day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

1298

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 10 mars 1909, constituant en corporation MM. Jean Baptiste Théophile Lafrenière, notaire, Joseph Cardin, entrepreneur, Joseph Célestin Avila Turcotte, de commerce, Pierre Joseph Arthur Cardin, avocat, tous quatre de la cité de Sorel, et David Chevrier, commerçant, du village de Saint Joseph de Sorel, pour les fins suivantes :

Fabriquer et manufacturer, fondre ou autrement préparer, confectionner, faire et parachever tous ouvrages, machines, outils et instruments, engins et chaudières, et tous autres articles, objets et pièces en bois, fonte, cuivre, fer ou acier ; construire, ériger et bâtir, réparer, faire et parachever, tous bâtiments et constructions, chaussées, écluses, canaux et ponts, quais, brise-lames et digues, estacades et docks, chalands, dragues et bateaux, édifices, usines et moulins, lignes et réseaux électriques ; entreprendre, faire et exécuter tous travaux en macadam et béton, d'empierrement et de pavage, de dragage et d'excavation ; acheter, produire, vendre et distribuer l'électricité et le gaz dans les limites des comtés de Richelieu et d'Yamaska ; agir comme ingénieurs-mécaniciens et agents manufacturiers et faire le commerce de tous appareils et articles, objets et pièces en cuivre, fonte, fer ou acier ; faire le commerce de sable et gravier, pierre, bois et grain, et de toute sorte de matériel, machines, instruments, outils, appareils, provisions, et de toute autre chose ayant rapport aux employés et aux opérations de la compagnie ; et aux fins ci-dessus, acquérir, posséder, louer ou autrement occuper, construire, bâtir et exploiter, vendre ou autrement, transférer tous immeubles, manufactures, usines, magasins et entrepôts, pouvoirs d'eau et électriques, droits de passage, lignes et réseaux électriques, canaux et quais, chalands, dragues et bateaux, terres à sable, puits à gaz, limites à bois, moulins à moudre les grains, à scier et préparer le bois, à broyer la pierre et les métaux ; acquérir, posséder, louer ou autrement obtenir, exploiter, vendre ou autrement céder, tous brevets d'invention, droits de propriété, licences, marques de commerce, franchises et pouvoirs ; acquérir et posséder, vendre et transférer tous bons, garanties et actions de toute compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie et céder tous contrats, entreprises et propriétés de la compagnie pour les obtenir ; s'amalgamer avec toute compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, et permettre à toute telle compagnie d'être actionnaire de cette compagnie, sous le nom de "Compagnie Industrielle de Sorel", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera dans la cité de Sorel.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1321. 2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinzième jour de mars 1909, constituant en corporation MM. Robert Lyell Warden, commis, George Richard Wilson, agent, Robert Taschereau, avocat, Théodore Gaston Charlebois, comptable, et William Horace Guiton, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Prendre et recevoir sur dépôts comme dépositaires pour la garde et l'emménagement de bijoux, pièces d'argent, argent, espèces, lingots, stocks, obligations, garanties, papiers et documents, et en général toute sorte d'objets de valeur quelconque, et de louer des voûtes, coffres de sûretés et autres objets de sûretés pour les usages, objets et

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the 10th of March, 1909, incorporating Messrs Jean Baptiste Théophile Lafrenière, notary, Joseph Cardin, contractor, Joseph Célestin Avila Turcotte, trader, Pierre Joseph Arthur Cardin, advocate, all four of the city of Sorel, and David Chevrier, trader, of the village of Saint Joseph de Sorel, for the following purposes :

To manufacture and make, mould or otherwise prepare, execute, construct and complete all works, machinery, tools and implements, engines or boilers, and all other articles, objects and pieces in wood, casting, copper, iron or steel ; to construct, erect and build, repair, make and finish, all buildings and constructions, roadways, sluices, canals and bridges, wharves, break-waters, dams, booms and docks, lighters, dredges and vessels, buildings, workshops and mills, electric lines and wires ; to undertake, do and execute all macadam, concrete, stone, paving dredging and excavation works ; to purchase, produce, sell and distribute electricity and gas within the limits of the counties of Richelieu and Yamaska ; to act as mechanical engineers and manufacturers agents, and trade in all apparatus and articles, objects and pieces in copper, castware, iron or steel ; to trade in sand and gravel, stone, wood and grain, and in all kind of material, machinery, implements, tools, apparatus, provisions, and anything else connected with the employments and operations of the company ; and for the above purposes, to acquire, hold, lease or otherwise occupy, construct, build and operate, sell or otherwise transfer, all immovables, factories, workshops, stores and warehouses, water and electric power, rights of way, electric lines and wires, canals and wharves, lighters, dredges and vessels, sand lands, gas wells, timber limits, grain, saw, stone and metal crushing mills ; to acquire, hold, lease or otherwise obtain, operate, sell or otherwise cede, all patents of invention, property rights, licenses, trade marks, franchises or powers ; to acquire and hold, sell and transfer, all bonds, securities and shares of any company having objects similar to those of the said company and transfer all contracts, undertakings and properties of the company to obtain them ; to amalgamate with any other company having objects similar to those of this company and to permit any such company to be a shareholder of this company, under the name of "Compagnie Industrielle de Sorel", with a total capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Sorel.

Dated at the office of the secretary of the province this tenth day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

1322

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the 15th day of March, 1909, incorporating Messrs Robert Lyell Warden, clerk, George Richard Wilson, agent, Robert Taschereau, advocate, Theodore Gaston Charlebois, accountant, and William Horace Guiton, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To take and receive upon deposit as bailees for safe keeping and storing, jewellery, plate, money, specie, bullion, stocks, bonds, securities, papers and documents and generally all valuables of any kind whatsoever, and to lease and hire vaults, safes and other receptacles for the uses, purposes and benefits of said company ; and to have power generally to

bénéfices de la dite compagnie ; et pour avoir le pouvoir en général de faire exécuter toutes autres affaires et choses y ayant rapport et nécessaires pour promouvoir ces objets ;

Construire, maintenir et mettre en opération, ou louer des bâties et constructions convenables pour la réception et l'emmagasinage des biens personnels de toute nature et espèce ; agir comme agent, consignataire et dépositaire d'iceux, et prendre toute sorte de biens personnels en dépôt et en sûreté, aux conditions qui pourront être convenues, et faire des prêts sur iceux ;

Lorsque le montant dû pour l'usage d'aucun coffre de sûreté ou boîte dans les voûtes de la compagnie n'aura pas été payé durant un an, la compagnie aura, après l'expiration de telle année, le droit d'envoyer à la personne ou personnes au nom de laquelle ou desquelles telle boîte ou coffre de sûreté sont entrés dans les livres de la compagnie, un avis par écrit contenu dans une lettre affranchie enregistrée, adressée à telle personne ou personnes à son adresse ou à leurs adresses respectives de bureau de poste, telles qu'entrées dans les livres de la dite compagnie, notifiant telle personne ou personnes que si le montant dû alors pour l'usage de tel coffre de sûreté ou boîte n'est pas payé sous soixante jours de la date de tel avis, la compagnie aura le droit de faire ouvrir tel coffre de sûreté ou boîte, conformément aux dispositions de cette section ; et si tel montant n'est pas payé sous soixante jours, la dite compagnie aura le droit de faire ouvrir tel coffre de sûreté ou boîte en la présence du président ou secrétaire de la compagnie et d'un notaire public, non officier ou employé de la dite compagnie, et les contenus d'iceux, s'il y en a, seront scellés par le dit notaire public dans un paquet sur lequel le dit notaire public marquera distinctement les noms et adresses de la personne ou personnes au nom ou noms desquelles tel coffre de sûreté ou boîte sont entrés dans les livres de la compagnie, et le paquet ainsi scellé et adressé et marqué pour identification par tel notaire public sera placé par tel notaire public dans un des coffres de sûreté ou boîtes de la dite compagnie ;

Agir comme agent de toutes personnes intéressées dans aucune débenture, obligation, hypothèque ou autre garantie, émise conformément à la loi par aucune municipalité ou autre corporation incorporée dans la province de Québec ou ailleurs ou par toute province du Canada, ou par la Puissance du Canada ;

Agir en général comme agent ou procureur de tout exécuteur, curateur, administrateur, fidéicommiss et autres pour la transaction d'affaires, l'administration de successions, le placement et perception d'argent, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, billets, notes et autres garanties ;

Agir comme agent dans le but d'enregistrer, émettre et contre-signer les transferts et certificats de stocks, obligations, débentures, ou autres obligations de la Puissance du Canada ou aucune province d'icelle, ou de toute corporation, association ou municipalité ; et recevoir et administrer le fonds d'amortissement aux conditions qui peuvent être convenues ;

Examiner, faire rapport et auditer les livres, comptes, condition et position de corporations, sociétés et personnes lorsqu'il en sera requis ou autorisé par les dites corporations, sociétés ou personnes, et aussi lorsqu'il en sera requis par un ordre de la cour de juridiction compétente ;

Prêter de l'argent aux conditions qui seront jugées à propos, avec pouvoir de prendre des garanties pour icelui ou toutes autres dettes appartenant à la compagnie sur rentes foncières, de la Puissance, de la province, de l'Angleterre, de l'étranger ou de toutes autres garanties publiques, ou sur stocks, actions, obligations, débentures ou autres garanties de toute corporation municipale ou autre ou sur objets emmagasinés ou garantis par la compagnie, ou sur telles autres sûretés ou garanties qui peuvent être jugées à propos, et acquérir

do and perform all other matters and things connected with and necessary to promote these objects ;

To construct, maintain and operate or lease suitable buildings and structures for the reception and storage of personal property of every nature and kind ; act as agent, consignee and bailee thereof, and take all kind of personal property for deposit and safe keeping, upon such terms as may be agreed upon, and make loans on the same ;

When the amount due for the use of any safe or box in the vaults of the company shall not have been paid for one year, the company may, after the expiration of such year, cause to be sent to the person or persons in whose name or names such box or safe stands upon the books of the company, a notice in writing contained in a postpaid registered letter, directed to such person or persons at his or their respective post office address or addresses, as recorded upon the books of said company, notifying such person or persons that if the amount then due for the use of such safe or box is not paid within sixty days from the date of such notice that the said company will then cause such safe or box to be opened in accordance with the provisions of this section ; and if such amount be not paid within sixty days, the said company may cause such safe or box to be opened in the presence of the president or the secretary of the company, and of a notary public, not an officer or in the employ of said company, and the contents thereof, if any, shall be sealed up by such notary public in a package upon which such notary public shall distinctly mark the names and addresses of the person or persons in whose name or names such safe or box stands upon the books of the company, and the package so sealed and addressed, when marked for identification by such notary public shall be placed by such notary public in one of the general safes or boxes of the said company ;

To act as agent of interested parties in respect of any debenture, bond, mortgage, hypothec or other security issued according to law by any municipal or other corporation incorporated in the province of Quebec or elsewhere, or by any province of Canada, or by the Dominion of Canada.

To act generally as agent or attorney of any executor, curator, administrator, trustee and others for the transaction of business, the management of estates, the investment and collection of money, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, bills, notes and other securities.

To act as agent for the purpose of registering, issuing and countersigning the transfers and certificates of stocks, bonds, debentures, or other obligations of the Dominion of Canada or any province thereof, or of any corporation, association or municipality ; and receive and manage any sinking fund therefor on such terms as may be agreed upon ;

To examine, report upon and audit the books, accounts, condition and standing of corporations, partnerships and individuals, when requested or authorized so to do by such corporations, partnerships or individuals, and also when required by an order of a court of competent jurisdiction ;

To lend money upon such terms as are deemed expedient, with power to take security for the same or any other indebtedness owing to the company upon real estate ground rents, Dominion, Provincial, British, foreign or any other public securities, or upon the stocks, shares, bonds, debentures or other securities of any municipal or other corporation, or upon goods warehoused or pledged with the company, or upon such other securities or guarantees as are deemed expedient, and acquire, by purchase or otherwise, any of the aforesaid pro-

par achat ou autrement aucun des susdits objets ou biens qui ont été mis en garantie avec la compagnie comme sûreté pour tel prêt ou dettes et les revendre ;

Prendre et exécuter tout mandat ayant pour objet l'émission, contre-signé, garantie, sûreté, vente ou achat de stocks, obligations, débetures et toutes autres obligations de dettes, soit meubles ou immeubles et aussi l'achat, vente, bail, et administration de tous les biens meubles et immeubles ;

Agir comme agents ou courtiers dans les affaires d'assurance maritime, sur la vie, contre le feu, contre les accidents et en garantie, dans les affaires de donner protection aux patrons et employés et toute autre sorte ou classe d'assurance dans toutes ses branches ;

Acquérir par achat, bail, échange, loyer ou ou autrement les terres ou aucuns intérêts d'icelles ; ériger et construire des maisons, bâtisses ou travaux de toute description, sur toute terre de la compagnie ou sur toute autre terre, et de construire de nouveau, agrandir changer et améliorer les maisons existantes ; construire ou diriger l'administration et vente des biens, constructions et terres ; transiger sur commission les affaires en général d'agent d'immeubles ;

La compagnie peut acquérir toutes affaires semblables à celles faites par la compagnie et payer pour icelles en argent ou stock payé de la compagnie ;

La compagnie peut acheter des actions dans le capital action de d'autres compagnies, ayant les mêmes pouvoirs ou quelques-uns d'icelles, et de les payer avec le stock de la compagnie ;

La compagnie peut acheter les biens de toute autre compagnie semblable, et vendre tous les biens et en disposer, et peut accepter en paiement pour les mêmes actions dans d'autres compagnies ;

Faire toutes choses nécessaires, avantageuses, convenables ou propres à l'accomplissement d'aucun des objets ou pour l'acquisition d'un ou plus des objets ci-dessus énumérés, ou ayant rapport aux pouvoirs ci-dessus nommés, ou qui paraîtront en aucun temps utiles ou avantageux pour la protection ou bénéfice de la corporation, soit comme actionnaires ou intéressés dans aucune propriété ou autrement, sous le nom de "Montreal Safe Deposit Company", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en cinq mille (5000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, dans la province, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1375.2

No 3999-08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jude, dans le comté de Saint-Hyacinthe, les biens-fonds, ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jude, les numéros 2 et suivants, jusqu'à 36 inclusivement, les numéros 137 et suivants, jusqu'à 206 inclusivement, les numéros 210, 211, 213, 215, 217, 221, 223 et suivants, jusqu'à 293 inclusivement, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire, sous le nom de Saint-Bernard.

1343.2

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 30 janvier 1909.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle

property or assets which may have been pledged with the company as security for such loan or indebtedness, and really the same ;

Assume and execute any mandate having for its objects the issuing, countersigning, guaranteeing, pledging, selling or purchasing of stocks, bonds, debentures and all other obligations of indebtedness, either real or personal ; and also the buying, selling, leasing and managing of all property moveable and immoveable ;

To act as agents or brokers in the business of marine, life, fire, accident and fidelity insurance, in the business of giving protection to principals employers and other kind or class of insurance in all its branches ;

To acquire by purchase, lease, exchange, hire or otherwise lands or any interest therein ; to erect and construct houses, buildings or works of every description, on any land of the company, or upon any other land, and to rebuild, enlarge, alter and improve existing houses ; the build or direct the management and sale of the property, buildings and lands ; to transact on commission the general business of a real estate agent ;

The company may acquire any business similar to that being carried on by the company and pay for the same in cash or paid up stock of the company ;

The company may purchase shares in the capital stock of other companies having similar powers or some of them and pay for the same in stock of the company ;

The company may purchase assets of any other similar company and sell and dispose of any assets and may accept in payment for same shares in other companies ;

To do all and everything necessary, suitable convenient or proper for the accomplishment of any of the purposes, or the attainment of any one or more of the objects herein enumerated, or incidental to the powers herein named, or which shall at any time appear conducive or expedient for the protection or benefit of the corporation, either as holders of or interested in, any property or otherwise, under the name of "Montreal Safe Deposit Company", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, will be in the city of Montreal.

Dated at the office of the provincial secretary, this fifteenth day of March, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1376

No. 3999-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF THE
PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Public Instruction Act, the superintendent gives notice, that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Jude, in the county of Saint-Hyacinthe, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint-Jude, the numbers 2 and following up, to 36 inclusively, the numbers 137 and following, up to 206 inclusively, the numbers 210, 211, 213, 215, 217, 221, 223 and following up to 293 inclusively, and to erect such territory into a school municipality, under the name of Saint-Bernard.

1344

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Quebec, 30th January, 1909.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no

pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le seizième jour du mois de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le vingt-troisième jour du dit mois, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le trentième jour du dit mois de mars.

L. G. DESJARDINS,

633-6 *Greffier de la Couronne en Chancellerie.

PROVINCE DE QUÉBEC.

AFFERMAGE DE FORCES HYDRAULIQUES.

Avis est par le présent donné que l'affermage des deux groupes de forces hydrauliques ci-dessous mentionnés, sera mis à l'enchère dans la salle de vente du département des Terres et Forêts, en cette ville, mardi, le 11 mai prochain, à 10.30 heures de l'avant-midi.

L'affermage sera pour 75 ans, aux conditions stipulées plus bas et à telles autres conditions qui seront communiquées au public, le jour même de l'enchère.

1^o Groupe du "Kai-Kai-Ke" (Rivière des Quinze).

Description :—Les forces hydrauliques créées par le rapide du Kai-Kai-Ke, et par les autres rapides et chutes situés en amont, jusqu'au lac des Quinze, dans le comté de Pontiac, à 12 milles environ du village des Sauvages de Nord-Témiscamingue, où se rendent les bateaux à vapeur qui sont en correspondance avec les trains du C. P. R., à Témiscamingue; aussi 400 acres de terrain dans le voisinage du dit rapide et du portage du Kai-Kai-Ke, depuis la tête de ce rapide jusqu'à une ligne menée en travers de la rivière des Quinze, à 900 pieds en amont de l'entrée du canal appelé "Bryson Creek," ainsi que tous les terrains qui pourraient être inondés par suite de la construction de barrages destinés à noyer les rapides en amont de celui de Kai-Kai-Ke, et jusqu'au lac des Quinze exclusivement, sans que ces barrages puissent causer le déversement d'une partie quelconque des eaux de la rivière des Quinze dans un autre cours d'eau.

Chute totale, 98 pieds; puissance absolue, à l'eau basse, 32,980 chevaux-vapeur, sans garantie de mesure précise.

Obligation du locataire de dépenser une somme de \$250,000 en frais de développement des dites forces hydrauliques dans les 3 années qui suivront la passation du bail, à défaut de quoi le bail sera résilié et les paiements faits confisqués.

2^o Groupe de "Island Rapids", (rivière des Quinze).

Description :—Les forces hydrauliques que constituent les rapides connus sous les noms de "Big Pipe Stone", "Little Pipe Stone" et "Island Rapids", dans le dit comté, à 8 milles environ de Nord-Témiscamingue, où se rendent les bateaux à vapeur qui sont en correspondance avec les trains du C. P. R., à Témiscamingue, y compris : 1^o le lit et les forces hydrauliques de la rivière des Quinze proprement dite, depuis une ligne menée transversalement à cette rivière, à 500 pieds en amont de l'entrée ou tête du "Bryson Creek", jusqu'au prolongement, en travers de la dite rivière, de la ligne séparative des rangs 7 et 8 du canton Guigues; 2^o le lit et les forces hydrauliques du "Bryson Creek", canal ou bras de la dite rivière; 3^o la grande île qui se trouve entre la rivière des Quinze proprement dite et le dit "Bryson Creek", ainsi que toutes les îles et battures et tous les îlots et rochers qui se trouvent dans la dite rivière et dans le dit Bryson Creek, entre les deux lignes ci-dessus décrites; 4^o une zone de terrain de 10 chaînes (660 pieds) de largeur ou profondeur (mesurée dans la direction nord-sud), le long de la rive nord de la rivière des Quinze et du Bryson Creek, et s'étendant entre les deux lignes ci-dessus décrites; 5^o enfin, une zone de terrain, aussi de 10 chaînes de

petition for any private bill shall be received by the House after the sixteenth day of the month of March next, that no private bill shall be introduced after the twenty third day of said month, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the thirtieth day of said month of March.

L. G. DESJARDINS,

634 Clerk of the Crown in Chancery.

PROVINCE OF QUEBEC.

LEASE OF WATER-POWERS.

Notice is hereby given that the lease of the two groups of water-powers below mentioned, will be offered at public auction in the sales' room of the department of Lands and Forests, in this city, on Tuesday, the 11th May next, at 10.30 o'clock in the forenoon.

The lease will be for seventy five years on the terms below stipulated and on such other conditions as will be made known to the public on the day of the auction.

1. The "Kai-Kai-Ke" group (River des Quinze).

Description :—The water-powers created by the Kai-Kai-Ke rapid and the other rapids and falls situated above it as far as Lake des Quinze, in the county of Pontiac, at about 12 miles from the Indian Village of North Temiscamingue to which the steamboats connecting with the C. P. R. trains, at Temiscamingue ascend; also four hundred acres of land in the vicinity of the said rapid and of the Kai-Kai-Ke portage, from the head of the said rapid to a line drawn across the river des Quinze, at nine hundred feet above the entry of the channel called "Bryson Creek", together with all the lands that may be flooded in consequence of the construction of the dams intended to submerge the rapids above that of Kai-Kai-Ke and to Lake des Quinze exclusively, without such dams causing any portion whatever of the waters of River des Quinze to overflow into some other stream.

Total head, 98 feet; absolute power at low water, 32,980 horse-power, without warranty of exact measurement.

The lessee shall be obliged to expend a sum of \$250,000 on the development of the said water-powers within the three years following the passing of the lease, in default whereof the lease shall be cancelled and the payments made confiscated.

2^o "Island Rapids", group (River des Quinze).

Description :—The water-powers formed by the rapids known under the name of "Big Pipe Stone", "Little Pipe Stone" and "Island Rapids", in the same county, at about eight miles from North Temiscamingue, to which the steamboats connecting with the C. P. R. trains of Temiscamingue ascend, including : 1. The bed and the water-powers of the River des Quinze, properly so called from a line drawn across that river at nine hundred feet above the entry or head of "Bryson Creek", to the prolongation across the said river of the division line of ranges 7 and 8 of the township of Guigues; 2. The bed and the water powers of "Bryson Creek", channel or arm of the said river; 3. The large island between the river des Quinze, properly so called and the said "Bryson Creek", as well as all the islands and fore shores and all the islets and rocks in the said river and said "Bryson Creek", between the two lines above described; 4. A strip of land of 10 chains (660 feet) in width or depth (measured in a due north and south direction) along northern bank of the river des Quinze and of "Bryson Creek" and extending between the two lines above described; 5. Lastly, a strip of land also of 10 chains in width or depth, along the southern bank of the river des Quinze,

largeur ou profondeur, le long de la rive sud de la rivière des Quinze, entre les deux dites lignes menées transversalement à la rivière.

Tous ces terrains, lit de la rivière des Quinze, lit du Bryson Creek, lies, etc., couvrent une superficie d'environ 3,000 acres.

La différence du niveau qu'il y a dans la rivière des Quinze entre les deux lignes ci-dessus décrites, est de 95 pieds en nombre rond, représentant, à l'eau basse, une puissance absolue de 32,000 chevaux de force; le tout sans garantie de mesure précise.

Obligation du locataire de dépenser \$300,000 en frais d'exploitation de ces forces hydrauliques dans un délai de 3 années à partir de la date de la passation du bail, sous peine de résiliation de ce bail et de confiscation de tout paiement fait dans le dit délai.

Le gouvernement s'engage à ne pas vendre, d'ici à dix ans, de terrains sur les bords de la rivière des Quinze, sur une largeur ou profondeur d'au moins quinze chaînes (990 pieds), en sus des terrains ci-dessus désignés, depuis le pied des rapides nommés "Islands Rapids" jusqu'au lac des Quinze exclusivement, de manière à ce que l'adjudicataire ait, en tout point du rivage, un accès libre à la rivière, et qu'il puisse choisir dans cette étendue les terrains qui seront nécessaires à la parfaite exploitation des dites forces hydrauliques, lesquels terrains, dont la superficie—y compris celle des terrains mentionnés dans les descriptions ci-dessus—ne dépassera pas 3500 acres pour le groupe de "Island Rapids" et 2000 acres pour le groupe du "Kai-Kai-Ke", feront aussi partie de la propriété affermée.

La mise à prix sera fixée le jour de l'enchère et chaque personne qui voudra se porter enchérisseur devra déposer au département des terres et forêts, avant l'enchère, un chèque accepté de la somme de \$10,000, qui lui sera remis après l'enchère, à moins qu'elle ne soit l'adjudicataire: à cet adjudicataire, la dite somme de \$10,000 sera remise lorsqu'il aura donné la preuve du parfait accomplissement des conditions exigées quant au développement des dites forces hydrauliques, accomplissement qui devra commencer dans les six mois qui suivront la date du bail.

JULES ALLARD,
Ministre.

Département des Terres et Forêts,
Québec, 12 mars 1909.

1353.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte

between the two said lines drawn transversely to the river.

All these lands, bed of the river des Quinze, bed of Bryson Creek, islands, etc., covering a superficies of about 3000 acres.

The difference of level in the river des Quinze between the two lines above described is 95 feet in round numbers representing at low water, an absolute power of 32,000 horse-power, the whole without warranty of exact measurement.

The lessee shall be obliged to expend \$300,000 on the development and working of these hydraulic powers within a delay of three years from the date of the passing of the lease under pain of resiliation of the lease and the confiscation of any payment made in the said del y.

The government binds itself to not sell for ten years from this any lands on the banks of the river des Quinze on a width or depth of at least fifteen chains (990 feet) beyond the lands above designated, from the foot of the rapids called "Island Rapids" to Lake des Quinze exclusively, so that the lessee may, at all points of the bank have free access to the river and that he may choose within that area the lands necessary for the full working of the said water powers, which land, whose superficies—including that of the lands mentioned in the above descriptions—shall not exceed 3500 acres for the "Island Rapids" group, and 2000 acres for the "Kai-Kai-Ke" group, shall also form part of the property leased.

The upset price shall be fixed on the day of the auction and each person desirous of becoming a bidder, must deposit at the Department of Lands and Forests before the sale, an accepted cheque for \$10,000 which will be returned to him after the sale, unless he be the person to whom the property will be adjudged; to this person the said sum of \$10,000 will be refunded when he shall have given proof of complete compliance with the conditions prescribed as to the development of the said water-powers, which compliance must be commenced within the six months following the date of the lease.

JULES ALLARD,
Minister

Department of Lands and Forests,
Quebec, 12th March, 1909.

1354

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and

ntérieur.— exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors d'une seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

835

G. C. L.

distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

836

C. L. C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Orateurs permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les cuées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en outre des clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause ou statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation de compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges accordés à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été prouvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen du bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'imprimeur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railway, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of

charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

837

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, concernant les rôles de perception pour l'expropriation des rues McKay, Lemoyne et Hutchison; ainsi que pour faire ratifier certains arrangements intervenus entre la compagnie du Pacifique, "The Montreal Land & Improvement Company Limited," et la cité de Montréal, au sujet d'un égout construit sur la rue Nicolet, de la rue Ontario à la rue Nolan; pour agrandir le parc LaFontaine, sur le côté est, en expropriant les immeubles situés dans le quartier Saint-Jean-Baptiste et dans le quartier Sainte-Marie, à l'ouest de l'avenue Papineau; pour l'élargissement de l'avenue Papineau; pour l'expropriation pour le boulevard Saint-Laurent, depuis la rue Notre-Dame jusqu'au fleuve Saint-Laurent; pour l'agrandissement du parc Mont-Royal, par l'achat de la propriété Redpath; pour l'expropriation des terrains pour élargir la rue Sherbrooke, depuis l'avenue Papineau jusqu'aux limites est de la cité; rôles de cotisations pour répartir la moitié du coût du canal d'égout construit rue Iberville, au sud et au nord de la voie du chemin de fer du Pacifique Canadien jusqu'à la rue Masson; pour ouvrir l'avenue Laurier, depuis la section de cette rue dont la ville est propriétaire, jusqu'à la rue Brébeuf inclusivement, et faire une répartition pour en payer le coût; ouvrir la rue Elizabeth depuis la rue Fullum jusqu'à la rue Dufresne, et en répartir le coût; rôle de répartition pour le coût de prolongement de la rue Gauthier, (propriété de madame Mann); vente de certains terrains faisant partie du parc Mont Royal, coin des avenues des Pins et du Parc; empêcher les municipalités, dans l'île de Montréal, d'accorder des franchises, droits et privilèges, sans le consentement de la cité de Montréal; élargir la rue Dorchester, sur le côté nord-ouest, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Cadieux; pour acheter la compagnie Montreal Water & Power."

L. O. DAVID,

Greffier de la cité

Hôtel-de-Ville.

Montreal, 8 mars 1909.

1223.3

Avis est par les présentes donné que le lieutenant colonel Alfred E. Labelle, le major Léonard G. de Tonnancour et le major Ernest J. Peltier, et les autres officiers du 65^{ème} régiment de la milice du Canada, connu sous le nom de Carabiniers Mont-Royal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à la présente session, pour être constitués en corporation comme association, dans le but de posséder et maintenir un arsenal régimentaire, dans la cité de Montréal, et pour d'autres fins se rapportant au régiment.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Procureurs des requérants

Montreal, 16 mars 1909.

1359.2

a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

838

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Legislature, at its present session, for amendments to its charter, concerning the tax rolls for the expropriation of McKay, Lemoyne and Hutchison streets; for the ratification of certain agreements entered into between the C. P. R. Co., the Montreal Land & Improvement Co., Limited, and the city of Montreal, in connection with a sewer constructed in Nicolet street, from Ontario to Nolan streets; for the enlargement of Lafontaine park, east side, by expropriating the immovables situated in Saint Jean-Baptiste ward and Saint Mary ward, west of Papineau avenue; for the widening of Papineau avenue; for the expropriation for the extension of Saint Lawrence Boulevard of certain properties between Notre-Dame street and the river Saint Lawrence; for the enlargement of Mont Royal park, by the purchase of the Redpath property; for the expropriation of certain lots of land for the purpose of widening Sherbrooke street, from Papineau avenue to the eastern limits of the city; assessment rolls for the apportionment of one half of the cost of the sewer constructed in Iberville street, south and north of C. P. R. track to Masson street; for the opening of Laurier avenue, from that section of such street owned by the city to Brébeuf street, inclusive, and apportionment roll to pay the cost thereof; opening Elizabeth street, from Fullum street to Dufresne street, and apportioning the cost thereof; apportionment roll for the cost of extending Gauthier street (Mrs. Mann's property); sale of certain lots of land forming part of Mount Royal park, at the corner Pine and Park avenues; preventing the municipalities, in the Island of Montreal, granting any franchises, rights or privileges without the consent of the city of Montreal; widening Dorchester street, north west side, between Saint Lawrence boulevard and Cadieux street; purchase of the plant, etc., of the Montreal Water & Power Company.

L. O. DAVID,

City clerk.

City Hall.

Montreal, 8th March, 1909.

1224

Notice is hereby given that the lieutenant colonel Alfred E. Labelle, major Léonard G. de Tonnancour and major Ernest J. Peltier and the other officers of the 65th regiment of the militia of Canada, known under the name of "Carabiniers Mont-Royal," will apply to the Legislature, at its present session, to be incorporated as an association for the purpose of owning and maintaining a regimental armoury, in the city of Montreal, and for other regimental purposes.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 16th March, 1909.

1360

Avis est par le présent donné que "The Cascapedia Manufacturing and Trading Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa présente session pour obtenir une loi afin d'autoriser "The Cascapedia Manufacturing and Trading Company", à prendre les droits accordés à "The New Richmond Lumber Company, Limited," par une loi de la législature de Québec, 3 Édouard VII, ch. 101, et pour sanctionner tous transferts d'aucun et de tous les dits droits accordés à la dite "Cascapedia Manufacturing and Trading Company", ou à toute personne en fidéicommiss pour la dite compagnie et pour tous les pouvoirs y ayant rapport, et pour étendre les pouvoirs accordés par la dite loi à "The New Richmond Lumber Company."

J. B. LUCIEN MORAUD,

Procureur des requérants.

Québec, 15 février 1909.

1349.2

Avis est par le présent donné que C. A. Massé, Bruno Charbonneau, A. H. Harde, H. Pinet, Arthur Roy, P. E. Clément, A. Dessane, W. H. Wyse, J. E. Légaré, Eugène Séguin, Jules A. Jacob, tous voyageurs de commerce, de la cité de Montréal, et Elzéar Falardeau, voyageur de commerce, de la ville de Maisonneuve, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant, eux et ceux qui pourront s'adjoindre à eux, en association connue sous le nom de "Association des Voyageurs de Commerce de Montréal", avec bureau principal dans les cité et distr de Montréal.

Le but de la corporation projetée est d'aider financièrement à ses membres et leur permettre d'améliorer leurs conditions, intellectuellement et moralement. A ces fins, il sera demandé de donner à la dite corporation le pouvoir d'avoir des lieux d'amusements, salles de lecture et bibliothèques, des caisses de secours en maladie, frais funéraires et indemnité à la mort, et d'administrer les argents versés pour ces fins, d'acquies, posséder, avoir, accepter et recevoir tous immeubles et de les hypothéquer, vendre, aliéner ou en disposer et en acquies d'autres, et exercer tous autres pouvoirs conférés à des corporations semblables.

J. A. E. DION,

Procureur des requérants.

Montréal, 8 février 1909.

1283.3

Avis est donné par les présentes par Marie Roux, en religion Sœur Marie Alexandrine, Modeste Bondu, en religion Sœur St. Didier, Marie Richard, en religion Sœur Marie Clémence, Hélène Bougie, en religion Sœur St. Edgard, Désirée Patourel, en religion Sœur Elie du Carmel, Marie Louise Doussain, en religion Sœur Ste. Thècle, toutes résidant dans la ville de Magog, dans le district de Saint-François, qu'elles s'adresseront à la législature de Québec, à sa présente session, pour être constituées en corporation, elles et toutes celles qui feront partie de la communauté, sous le nom de "Les Filles de la Charité du Sacré Cœur de Jésus", pour les fins suivantes, savoir: se livrer à telles occupations qui seront de nature à les aider à se maintenir, notamment avoir des pensionnats, des externats, des écoles en ville et à la campagne, des jardins de l'enfance, des crèches, des hôpitaux, des hospices, des asiles, des maisons de refuge, des salles de couture, pensions pour les ecclésiastiques et les laïques, pour les hommes, les femmes et les jeunes gens; dispensaires, soins des malades à domicile, exercer des industries et écouler leurs produits, pratiquer des travaux à l'aiguille et à la peinture, écoles de musique et industrielles, écoles gratuites et payantes, établir des buanderies, pourvu qu'elles se conforment en cela aux lois de la province et à la direction de l'autorité ecclésiastique; acquies des biens meubles et immeubles, suivant les règles de la communauté.

ALF. TOURIGNY,

Procureur des pétitionnaires.

Magog, 11 mars 1909.

1287.3

Notice is hereby given that the "Cascapedia Manufacturing and Trading Company" will apply to the Quebec Legislature, at its present session, for an act to authorize the "Cascapedia Manufacturing and Trading Company" to take over the rights granted to the New Richmond Lumber Company, Limited, by an act of the Quebec Legislature, 3 Edward VII, ch. 101, and to sanction all transfers of any and all of said rights that have been made to the said "Cascapedia Manufacturing and Trading Company" or to any person in trust for said company and for all powers incidental thereto, and to extend the powers granted by the said act to the New Richmond Lumber Company.

J. B. LUCIEN MORAUD,

Attorney for applicants.

Quebec, 15th February, 1909.

1350

Public notice is hereby given that C. A. Massé, Bruno Charbonneau, A. H. Harde, H. Pinet, Arthur Roy, P. E. Clément, A. Dessane, W. H. Wyse, J. E. Légaré, Eugène Séguin, Jules A. Jacob, all commercial travellers of the city and district of Montreal, and Elzéar Falardeau, commercial traveller, of the town of Maisonneuve, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session, to obtain an act to incorporate them and such persons, as may associate themselves with them under the name of "Association des Voyageurs de Commerce de Montréal", with its head office in the city and district of Montreal.

The objects of this corporation will be to help its members financially and to permit them to increase their social conditions, intellectually and morally. For these purposes, it will be applied to obtain the power to have gymnasiums, lecture rooms and libraries, to collect funds for sick benefits, funeral expenses and indemnity at death, and to administer the funds accordingly; to acquire and have immovable properties, and to mortgage, sell and renew them and to exercise all powers ordinarily given to such corporations.

J. A. E. DION,

Attorney for petitioners.

Montreal, 8th February, 1909.

1284

Notice is hereby given by Marie Roux, in religion Sister Marie Alexandrine, Modeste Bondu, in religion Sister Saint Didier, Marie Richard, in religion Sister Marie Clémence, Hélène Bougie, in religion Sister Saint Edgard, Désirée Patourel, in religion Sister Elie du Carmel, Marie Louise Doussain, in religion Sister Sainte Thècle, all residing in the town of Magog, in the district of Saint Francis, that they will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act, incorporating them and all others who now or shall hereafter form part of the community, under the name of "Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus", for the following purposes, to wit: to such thing which shall help them to maintain themselves, namely, boarding schools, day schools, schools in towns and in the country, *jardins de l'enfance, crèches, hospitals, hospices, asilums, house of refuge, sewing halls, boarding houses for ecclesiastics and laics, for men, women, and young people, dispensaries, care of sick people at domicile, to operate industries and sell the products of the same, to do needle work, painting, music schools, industrial schools, free and paying schools, to establish laundries, etc., etc., provided they comply in this respect with the laws of the province and the direction of the ecclesiastical authorities; to acquire and hold moveable and immovable property, in accordance with the rules of the community.*

ALF. TOURIGNY,

Attorney for petitioners.

Magog, 11th March, 1909.

1288

Avis est par le présent donné que la Compagnie de chemin de fer Québec & Saguenay s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi amendant son acte d'incorporation; prolonger le délai pour commencer et compléter les travaux; et renouveler les droits donnés par sa charte d'incorporation et ses amendements.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 12 mars 1909, 1295.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation d'un club sous le nom de "The Montreal Jockey Club", pour l'encouragement de l'élevage d'animaux pur-sang dans la province, la tenue d'exhibitions et de contestations et d'exercices, pour l'encouragement de l'habileté dans l'emploi des bras, et des courses de chevaux et à pied et autres jeux permis qui demandent l'agilité ou habileté corporelles, la construction et l'administration de toutes les bâtisses nécessaires pour la commodité des personnes et animaux en rapport aux affaires du club et pour autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE & HOLDEN,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 25 février 1909. 1069.5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa présente session, par David Yuile et autres, propriétaires d'une partie du lot 1755, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, pour obtenir un acte afin d'obliger la cité de Montréal à retrancher du plan de la propriété immobilière des requérants les lignes homologuées de la continuation de l'avenue Ontario et les lignes homologuées de l'avenue Mountain, étant la continuation en haut de la rue Sherbrooke de la rue Mountain ou exproprier sous trois mois la propriété immobilière des requérants entre les dites lignes.

LEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,
Procureurs des requérants.
Montréal, 2 mars 1909. 1151.4

La société pour l'avancement des sciences, des lettres et des arts au Canada, donne avis par les présentes qu'elle demandera à la législature, à sa prochaine session, d'adopter une loi pour étendre ses pouvoirs, lui permettre de créer des commissions, d'aliéner ses subventions et de mieux assurer la réalisation de son but.

C. A. MILETTE,
1075 5 Secrétaire.

Avis est par la présente donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa présente session, par Francis Robert Redpath, George Hyde Huntly Redpath Drummond, pour obtenir un acte pourvoyant à l'expropriation de la propriété de la succession John Redpath, située en haut de l'avenue Pine, dans le but de former une extension au parc Mont-Royal et pourvoyant aux bases et méthode de la détermination de l'indemnité payable pour icelle.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,
Procureurs des requérants.
Montréal, 3 mars 1909. 1171.4

Notice is hereby given that the Quebec and Saguenay Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for an act to amend its charter; to further delay the commencement and completion of the works, and to renew the rights granted by its act of incorporation and amendments thereto.

ARCHER, PERRON & TASCHEREAU,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 12th March, 1909. 1296

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of a club under the name of the Montreal Jockey Club, for the encouragement of the breeding of thoroughbred stock in the province, the holding of exhibitions and of contests and exercises for the promoting of skill in the use of arms and of horse and foot races and other lawful games which require bodily activity or address, the construction and management of all necessary buildings for the accommodation of persons and animals incidental to the business of the club, and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE & HOLDEN,
Solicitors for applicants.
Montreal, 25th February, 1909. 1079

Notice is hereby given that application will be made by David Yuile and others, the proprietors of a portion of lot 1755, upon the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of the city of Montreal, at the present session of the Legislature of Quebec, for an act to cause the city of Montreal to remove from the plan of the immoveable property of the petitioners the homologated lines of the continuation of Ontario avenue and the homologated lines of Mountain avenue, being the continuation above Sherbrooke street of Mountain street or to expropriate within three months the immoveable property of the petitioners between the said lines.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 2nd March, 1909. 1152

"La société pour l'avancement des sciences, des lettres et des arts au Canada", hereby gives notice, that it will apply to the Legislature, at its next session, to pass an act to extend its powers, to name commissions, to alienate grants and to better assure the realization of its purpose.

C. A. MILETTE,
1076 Secretary.

Notice is hereby given that application will be made at the present session of the Legislature of Quebec, by Francis Robert Redpath, George Hyde Huntly Redpath Drummond, for an act providing for the expropriation of the property of the estate John Redpath, situated above Pine avenue, for the purpose of forming an extension to Mount Royal Park and for providing the basis and method of the determination of the indemnity payable therefor.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,
Attorneys for applicants.
Montreal, 3rd March, 1909. 1712

Avis Divers

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

No 45.

Dame Helen Barry, épouse de Ovila Desroches,
contracteur, de la ville de Black Lake, dûment
autorisée "à ester en justice",

Demanderesse ;

vs

Ovila Desroches, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 8 février 1909.

GIROUARD & GIROUARD,
Avocats de la demanderesse.
Arthabaska, 8 février 1909. 1405

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

No 44.

Dame Amanda Tremblay, épouse de Ernest Audet,
marchand, de la ville de Black Lake, dûment au-
torisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Ernest Audet, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 8 février 1909.

GIROUARD & GIROUARD,
Avocats de la demanderesse.
Arthabaska, 8 février 1909. 1403

Cour Supérieure.—Beauce.
No. 95.

Mathilda Vachon, épouse commune en biens de
Alfred Roy, marchand, de East Broughton,

vs

Le dit Alfred Roy.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 19 mars 1909.

F. X. DUFOUR,
Procureur de la demanderesse.
Saint Joseph, Beauce, 20 mars 1909. 1429

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Terrebonne. }

No 580.

Dame Elisa Pelletier, du village de Sainte-Agathe-
des-Monts, épouse commune en biens de Jean-
Baptiste Reid, industriel, du même lieu, dûment
autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jean-Baptiste Reid, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 18 mars 1909.

CAMILLE DE MARTIGNY,
Procureur de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 18 mars 1909. 1441

Cour Supérieure.—Quebec.
No 2230.

Dame Malvina Plante, épouse commune en biens de
Joseph Dion, journalier, tous deux de Saint-Ray-
mond, dûment autorisée à ester en justice par l'un
des honorables juges de la cour supérieure,

Demanderesse ;

vs

Joseph Dion, journalier, de Saint-Raymond, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le seizième jour de mars 1909.

CIMON, SEVIGNY & PARENT,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 17 mars 1909. 1367.2

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

No. 45.

Dame Helen Barry, wife of Ovila Desroches, con-
tractor, of the town of Black Lake, duly author-
ized to ester en justice.

Plaintiff ;

vs

Ovila Desroches, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 8th day of February,
1909.

GIROUARD & GIROUARD,
Attorneys for the plaintiff.
Arthabaska, 8th February 1909, 1406

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

No. 44.

Dame Amanda Tremblay, wife of Ernest Audet,
trader, of the town of Black Lake, duly author-
ized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Ernest Audet, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 8th day of February,
1909.

GIROUARD & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 8th February, 1909. 1404

Superior Court.—Beauce.
No. 95.

Mathilda Vachon, wife common as to property
of Alfred Roy, merchant, of East Broughton,

vs

The said Alfred Roy.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 19th of March, 1909.

F. X. DUFOUR,
Attorney for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 20th March 1909. 1430

Canada, }
Province of Quebec. } *Superior Court.*
District of Terrebonne. }

No 580.

Dame Elisa Pelletier, of the village of Sainte Aga-
the-des-Monts, district of Terrebonne, wife com-
mon as to property of Jean Baptiste Reid, manu-
facturer, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Jean Baptiste Reid, Defendant.
An action for separation as to property against
the said Jean Baptiste Reid, has been instituted
this day.

CAMILLE DE MARTIGNY,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 18th March, 1909. 1442

Superior Court.—Quebec.
No. 2230.

Dame Malvina Plante, wife common as to property
of Joseph Dion, laborer, both of Saint Raymond,
duly authorized to appear in judicial proceedings,
by one of the Honorable judges of the superior
court, Plaintiff ;

vs

Joseph Dion, laborer, of Saint Raymond, Defendant.

An action in separation as to property has been
instituted in this cause, the sixteenth day of March,
1909.

CIMON, SEVIGNY & PARENT,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 17th March, 1909. 1368

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 121.

Dame Mezellez Bellemare, de la paroisse de Saint Boniface de Shawinigan, district des Trois-Rivières, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Denis Gélinas, cultivateur, du même lieu.

BLONDIN & DESY,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 25 juillet 1908. 1391.2

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 559.

Dame Elise Bazinet, de Sainte-Lucie, épouse commune en biens de Absolon Lépine, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Absolon Lépine, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 mars 1909.

CAMILLE DE MARTIGNY,
Procureur de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 4 mars 1909. 1303.2

No 3362, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, Dame Dina Forget, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre Jean-Baptiste Lauzon, de Montréal.

TRUDEAU & FILION,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 15 mars 1909. 1317.2

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 44.

Dame Adélaïde Jarrêt dit Beauregard, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Pierre alias Pierre Léon Palardy, boucher et commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Pierre alias Pierre Léon Palardy, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13 mars courant.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 15 mars 1909. 1333.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 860.

Dame Eva Dalpé, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Richard, maître-boucher, du même lieu, Demanderesse ;

vs
Le dit Louis Richard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.

GEORGE POLIQUIN,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 17 mars 1909. 1357.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2366.

Dame Malakay Rejjal Abou Assali, épouse de Michel Salhani, des cité et district de Montréal, commia, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Michel Salhani, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse en cette cause, le 19e jour de mars 1909.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY.
Montréal, 19 mars 1909. 1339.2

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 121.

Dame Mezellez Bellemare, of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, district of Three Rivers, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, Denis Gélinas, farmer, of the same place.

BLONDIN & DESY,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 25th July, 1908. 1392

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 559.

Dame Elise Bazinet, of Sainte Lucie, district of Terrebonne, wife common as to property of Absolon Lépine, farmer, of the same place, Plaintiff ;

vs
The said Absolon Lépine, Defendant.
An action for separation as to property against the said Lépine, has been instituted, this day.

CAMILLE DE MARTIGNY,
Attorney for plaintiff.
Sainte Scholastique, 4th March, 1909. 1304

No. 3362, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, Dame Dina Forget, of Montreal, duly authorized, has, this day, taken an action for separation as to property against Jean-Baptiste Lauzon, her husband, of Montreal.

TRUDEAU & FILION,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 12th March, 1909. 1318

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 44.

Dame Adélaïde Jarrêt dit Beauregard, of the city and district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Pierre alias Pierre Léon Palardy, butcher and trader, of the same place, duly authorized to ester en justice Plaintiff ;

vs
The said Pierre alias Pierre Léon Palardy, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 13th of March instant.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for plaintiff.
Saint Hyacinth, 15th March, 1909. 1334

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 860.

Dame Eva Dalpé, residing in the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Richard, butcher, of the same place, Plaintiff ;

vs
The said Louis Richard, Defendant.
An action for separation as to property has been taken this day in this case.

GEORGE POLIQUIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 17th March, 1909. 1358

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2366.

Dame Malakay Rejjal Abou Assali, wife of Michel Salhani, of the city and district of Montreal, clerk, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs
The said Michel Salhani, Defendant.
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff in this cause, on the 19th day of March, 1909.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY.
Montreal, 19th March, 1909. 1340

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 747.

Dame Doride Marion, de la cité et du district de Montréal, épouse de Jean-Baptiste Maurice, commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Jean-Baptiste Maurice, commerçant, de Montréal, Défendeur.

La demanderesse a institué une action en séparation de biens contre le défendeur, ce jour.

LOUIS MASSON,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 3 mars 1909. 1227.3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 59.

Dame Katherine Dorcas Mahon, épouse de Edward J. King, sellier, tous deux de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par l'un des honorables juges de la cour supérieure, Demanderesse ;

vs

dit Edward J. King, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le troisième jour de mars 1909.

CAMPBELL & GENDRON,

1217.3 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*
No 358.

Dame Virginie Germain, de la paroisse de Saint-Tite, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Narcisse Germain, de la dite paroisse de Saint-Tite, journalier.

(Signé) MARTEL & DUPLESSIS,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 23 février 1909. 1239.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Une action en séparation de biens a été instituée, le 8 mars 1909, par Dame Marie Anne Parent, de la cité de Montréal, épouse de Joseph Eloi Archambault, contre le dit Joseph Eloi Archambault, son mari.

VICTOR GAUDET,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 mars 1909. 1247.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1454.

Marie Elisabeth Alarie, épouse de James Shea, garde-magasin, des cité et district de Montreal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit James Shea, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

CHARLES H. DESJARDINS,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 6 mars 1909. 1249.3

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dame Virginie Levasseur, épouse commune en biens de Wilfrid Auger, commerçant, du village de Princeville, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Wilfrid Auger, commerçant, du village de Princeville, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15 février 1909.

PERRAULT & PERRAULT,

Procure vs de la demanderesse.

Daté ce 23 février 1909 1077.5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 747.

Dame Doride Marion, of the city and district of Montreal, wife of Jean-Baptiste Maurice, trader, of the same place, Plaintiff ;

vs

Jean-Baptiste Maurice, trader, of Montreal, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

LOUIS MASSON,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 3rd March, 1909. 1228

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court*
No. 59.

Dame Katherine Dorcas Mahon, wife of Edward J. King, saddler, both of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice aux fins des présentes*, by one of the Honorable judges of the superior court, Plaintiff ;

vs

The said Edward J. King, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the third day of March, 1909.

CAMPBELL & GENDRON,

1218 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 358.

Dame Virginie Germain, of the parish of Saint Tite, has this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Narcisse Germain, of the said parish of Saint Tite, laborer.

(Signed) MARTEL & DUPLESSIS,

Attorneys for plaintiff.

Three-Rivers, 3rd February, 1909. 1240

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

An action for separation as to property has been instituted, the 8th of March, 1909, by Dame Marie Anne Parent, of the city of Montreal, wife of Joseph Eloi Archambault, against the said Joseph Eloi Archambault, her husband.

VICTOR GAUDET,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th March, 1909. 1248

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1454.

Marie Elisabeth Alarie, wife of James Shea, store keeper, city and district of Montreal, duly authorized by the court,

Plaintiff ;

vs.

The said James Shea, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

CHARLES H. DESJARDINS,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 6th March, 1909. 1250

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

Dame Virginie Levasseur, wife common as to property of Wilfrid Auger, trader, of the village of Princeville, and duly authorized to these presents, Plaintiff ;

vs

The said Wilfrid Auger, trader, of the village of Princeville, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the 15th of February, 1909.

PERRAULT & PERRAULT,

Attorneys for plaintiff.

Dated this 23rd February, 1909. 1078

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
Dame Angéline Fontaine, épouse de Ephrem Lisée,
commerçant, tous deux du canton de Weedon,
district de Saint-François, dûment autorisée à
ester en justice aux fins des présentes par un des
honorables juges de la cour supérieure,
Demanderesse ;

vs

Le dit Ephrem Lisée, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le vingt-trois de février 1909.

1087.4 CAMPBELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 699.

Dame Philomène *alias* Delimène Dubé, des cité et
district de Montréal, épouse commune en biens
de Jules Duc, commerçant, du même lieu, due-
ment autorisée, Demanderesse ;

vs

Le dit Jules Duc, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
par la demanderesse en cette cause.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 26 février 1909. 1147.4

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Dame Victoria Côté, de la ville de Sherbrooke,
district de Saint-François, épouse commune en
biens de Achille Joncas, du même lieu, contracteur,
a, ce jour, intenté une action en séparation de
biens contre son dit époux.

CHAS. C. CABANA,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 2 février 1909. 1115.4

Dame Lætitia Menard a pris une action en sépa-
ration de biens contre son mari, Arsène Durocher,
marchand, du township de Clifton, le deuxième
jour de mars 1909, à la cour supérieure du district
de Saint-François, No 58.

ST. PIERRE & VERRET,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 2 mars 1909. 1183.4

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Dame Malvina Roberge, épouse de Joseph Laflam-
me, boucher, tous deux de la ville de Windsor
Mills, district de Saint-François, dûment autori-
sée à ester en justice aux fins des présentes par
l'un des honorables juges de la cour supérieure,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Laflamme, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a
été instituée en cette cause, le deuxième jour de fé-
vrier 1909.

1089.4 CAMPBELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 43.

Dame Rose-Alma Chicoine, épouse de J. Xiste
Duranleau, tailleur, de la cité de Sherbrooke,
district de Saint-François, dûment autorisée à ester
en justice, a institué, ce jour, une action en sépa-
ration de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 23 février 1909. 1091.4

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

Dame Angéline Fontaine, wife of Ephrem Lisée,
trader, both of the township of Weedon, district
of Saint Francis, duly authorized to *ester en jus-
tice aux fins des présentes* by one of the Honor-
ables judges of the superior court,

Plaintiff ;

vs

The said Ephrem Lisée, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the twenty third of
February, 1909.

1088 CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 699.

Dame Philomène *alias* Delimène Dubé, of the city
and district of Montreal, wife common as to prop-
erty of Jules Duc, trader, of the same place,
duly authorized, Plaintiff ;

vs

The said Jules Duc, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted by the plaintiff in this cause.

DORAIS, DORAIS & BESSETTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 26th February, 1909. 1148

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

Dame Victoria Côté, of the city of Sherbrooke,
district of Saint Francis, wife common as to prop-
erty of Achille Joncas, of the same place has,
this day, sued her said husband for separation as to
property.

CHAS. C. CABANA,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 2nd February, 1909. 1116

Dame Lætitia Menard has taken an action in
separation as to property against her husband,
Arsene Durocher, of the township of Clifton,
trader, on the second day of March, 1909, before
the superior court of the district of Saint Francis,
No 58.

ST. PIERRE & VERRET,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 2nd March, 1909. 1184

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

Dame Malvina Roberge, wife of Joseph Laflamme,
butcher, both of the town of Windsor Mills, dis-
trict of Saint Francis, duly authorized to *ester en
justice aux fins des présentes* by one of the Honor-
ables judges of the superior court,

Plaintiff ;

vs

The said Joseph Laflamme, Defendant.
An action for separation as to bed and board has
been instituted in this cause, on the twelfth day of
February, 1909

1090 CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint-François. }
No. 43

Dame Rose-Alma Chicoine, wife of J. Xiste
Duranleau, tailor, of the city of Sherbrooke, district
of Saint Francis, duly authorized to *ester en justice*,
has instituted, this day, an action for separation as
to property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 23rd February, 1909. 1092

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 3178.

Dame Lauda Rivard, épouse de Louis Arthur Martineau, marchand, de la cité et du district de Montréal, a institué, ce jour, contre son mari, une action en séparation de biens.

DECARIE & DECARY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 1er mars 1909. 1113 4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2708.

Dame Marie Catherine Ouimet, épouse de Adrien Paquet, peintre, dûment autorisée à ester en justice,

vs

Le dit Adrien Paquet, Défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause le 21 janvier 1909.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,

Avocats de la demanderesse

Montréal, 19 février 1909. 1011 5

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Edmond E. Blanchard, hôtelier, de la cité et du district de Montréal.

Failli.

Avis est par les présentes donné que le sus-nommé a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit district, le 18 mars 1909, suivant la loi.

PAUL L. TURGEON,

Sub. gardien provisoire.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal 1401

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No. 185.

Chase Gilman, du canton de Potton, dans le district de Bedford, commerçant,

Créancier demandeur ;

vs

Tyron W. Schoolcraft, du même lieu, commerçant et entrepreneur, débiteur failli.

Avis est par le présent donné aux créanciers du dit failli débiteur que le soussigné, Henry Archie Gilman, du canton de Potton, dans le district de Bedford, collecteur de douanes, a été, ce jour, dûment nommé curateur des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire entre les mains du soussigné, sous trente jours du 27 mars 1909.

H. A. GILMAN,

Curateur.

Bureau de H. A. Gilman,
Mansonville, P. Q.
Sweetsburg, 19 mars 1909. 1411

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de R. Galeman, Montréal et Lachine.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 13e jour d'avril 1909, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

WILKS & MICHAUD,

Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud.
Montréal, 27 mars 1909. 1487

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3178.

Dame Lauda Rivard, wife of Louis Arthur Martineau, merchant, of the city and district of Montreal, has instituted, this day, against her husband, an action for separation as to property.

DECARIE & DECARY,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 1st March, 1909. 1114

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2708.

Dame Marie Catherine Ouimet, wife of Adrien Paquet, painter, duly authorized to ester en justice,

vs

Said Adrien Paquet, Defendant.

An action of separation as to bed and board has been instituted on 21st January, 1909.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,

Attorneys for plaintiff

Montreal, 19th February, 1909. 1012

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Edmond E. Blanchard, hotel-keeper, of the city and district of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial abandonment of his properties for the benefit of his creditors, at the office of the protonotaire of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, said district, on the 18th of March, 1909, according to the law.

PAUL L. TURGEON,

Sub. provisional guardian.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montreal, 1402

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 185.

Chase Gilman, of the township of Potton, in the district of Bedford, trader,

Creditor plaintiff ;

vs

Tyron W. Schoolcraft, of the same place, trader and contractor, Debtor insolvent.

Notice is hereby given to the creditors of the said insolvent debtor that the undersigned, Henry Archie Gilman, of the township of Potton, in the district of Bedford, collector of customs, has, this day, been duly appointed curator to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against the said insolvent are required to file the same, duly sworn to, with the undersigned, within thirty days from the 27th March instant, 1909.

H. A. GILMAN,

Curator.

Office of H. A. Gilman,
Mansonville, P. Q.
Sweetsburg, 19th March, 1909. 1412

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of R. Galeman, Montreal and Lachine.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 13th April, 1909, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & MICHAUD,

Joint curators.

Office of Wilks & Michaud.
Montreal, 27th March, 1909. 1488

Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Gaspé. } *Cour Supérieure.—*
Percé.

Dans l'affaire de Joseph J. Flynn, de Percé, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 19ième jour de mars 1909, j'ai dûment été nommé curateur des biens du dit failli.

Les créanciers, qui n'ont pas encore produit leurs réclamations, sont requis de les déposer, attestées sous serment, entre mes mains, sous trente jours de cet avis.

JAS. T. TUZO.
Curateur.
1475

Percé, 22 mars 1909.

Canada,
Province de Québec,
District de St. Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Ephrem Perreault, charretier et entrepreneur de pompes funèbres, de Saint-Hyacinthe, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe.

J. N. CABANA,
Gardien provisoire.

173½ Boulevard Girouard.
Saint-Hyacinthe, P. Q., 27 mars 1909. 1479

District de Saint-François.

In re Joseph Desfossés, fromagier, de Sainte-Claude, Qué. Failli.

Avis est par les présentes donné que le dit failli a, le 24e jour de mars courant, fait un abandon judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Saint-François.

EDMOND DESFOSSES,
Gardien provisoire.
1481

24 mars 1909.

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure*
No 183.

Dans l'affaire de Pierre Arthur Galipeau, Farnham, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier et dernier dividendes, lequel sera payable dans notre bureau, 14, Phillips Place, Montréal, le ou après le 14 d'avril 1909.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

219, Board of Trade Building,
Montréal.
Montréal, 27 mars 1909. 1409

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Penfold Advertising Co., Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 13e jour d'avril 1909, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

WILKS & MICHAUD,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud.
Montréal, 27 mars 1909. 1485

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. B. Pilon, hôtelier, de la cité et du district de Montréal. Failli.

Avis est par les présentes donné que le sus-nommé a fait un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau

Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Gaspé. } *Circuit Court.—*
Percé.

In the matter of Joseph J. Flynn, of Percé, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 19th day of March, 1909, I was legally appointed curator to the estate of the said insolvent.

Creditors, if they have not already done so, are requested to file their claims, attested on oath, in my hands, within a delay of thirty days from this notice.

JAS. T. TUZO,
Curator.
1476

Percé, 22nd March, 1909.

Canada,
Province of Quebec,
District of St. Hyacinthe. } *Superior Court*

In the matter of Ephrem Perreault, carter and undertaker, of Saint Hyacinthe, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has, this day, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe.

J. N. CABANA,
Provisional guardian.

173½ Boulevard Girouard.
Saint Hyacinthe, P. Q., 27th March, 1909. 1480

District of Saint Francis.

In re Joseph Desfossés, cheese maker, of Saint Claude, Que. Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, on the 24th day of March instant, made a judicial abandonment of his property and effects for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Saint Francis.

EDMOND DESFOSSES,
Provisional guardian.
1482

24th March, 1909.

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court*
No 183.

In the matter of Pierre Arthur Galipeau, Farnham, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that we have prepared a first and final dividend, which will be payable at our office, 14, Phillips Place, Montreal, on or after 14th April, 1909.

H. V. DUGGAN,
JOS. DESAUTELS,
Joint curators.

219, Board of Trade Building,
Montreal.
Montreal, 27th March, 1909. 1410

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Penfold Advertising Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 13th April, 1909, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & MICHAUD,
Joint curators.

Office of Wilks & Michaud.
Montreal, 27th March, 1909. 1486

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. B. Pilon, hotel-keeper, of the city and district of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has made a judicial abandonment of his properties for the benefit of his creditors, at the office of the pro-

du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit district, le 18 mars 1909, suivant la loi.

PAUL LS. TURGEON,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 1399

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Elizée Demers, hôtelier, des cités et district de Montréal, Failli.

Avis est par les présentes donné que le sus-nommé a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit district, le 22 mars 1909, suivant la loi.

PAUL LS. TURGEON,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montréal. 1445

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Precourt & Gatien, commerçants, de Sherbrooke, district de Saint-François, Faillis.

Avis est par les présentes donné que les dits faillis ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire du district de Saint-François.

GEDEON E. BEGIN,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington.
Sherbrooke, 22 mars 1909. 1453

District de Montmagny.

Re Athanas Morin, marchand, Saint-Marcel, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 mars 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 25 mars 1909. 1495

District de Kamouraska.

Joseph Prosper Proulx, de Fraserville, marchand, a, le 25 mars 1909, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Kamouraska, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 25 mars 1909. 1503

District de Québec.

Frederick H. Bender, de Québec, marchand, a, le 19 mars 1909, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 25 mars 1909. 1491

thonotary of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, said district, on the 18th of March, 1909, according to the law.

PAUL LS TURGEON,
Sub. provisional guardian.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montreal, 1400

Province of Québec }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Elisée Demers, hotel-keeper, of the city and district of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has made a judicial abandonment of his properties for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, said district, on the 22nd of March, 1909, according to law.

PAUL LS. TURGEON,
Sub. provisional guardian.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint-François-Xavier, Montreal. 1446

Province of Québec, }
District of Saint-François. } *Superior Court.*

In the matter of Precourt & Gatien, traders, of Sherbrooke, district of Saint-François, Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents have, this day, made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the district of Saint-François.

GEDEON E. BEGIN,
Sub. provisional guardian.

Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 22nd March, 1909. 1454

District of Montmagny.

Re Athanas Morin, merchant, Saint-Marcel, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 18th March, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building,
Quebec, 25th March, 1909. 1496

District of Kamouraska.

Joseph Prosper Proulx, of Fraserville, merchant, has, on the 25th March, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office, at the superior court for the district of Kamouraska, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co.
Quebec, 25th March, 1909. 1504

District of Québec.

Frederick H. Bender, of Québec, merchant, has, on the 19th of March, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 25th March, 1909. 1492

District de Beauce.

Re Alfred Roy, marchand, East Broughton,
Insolvent.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 19 mars 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS.

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 25 mars 1909.

1497

District de Saguenay.

J. Johnny Hovington, de Tadousac, marchand, a, le 23 mars 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saguenay, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,

Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 25 mars 1909.

1493

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*

In re Achille Caron, Fraserville, Insolvent.

Avis est donné que le 10 mars 1909, le dit insolvable a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Kamouraska.

JOHN F. CARROLL,

Gardien provisoire.

1443

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS
ET SES AMENDEMENTS.

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure*
No 2007.

In re "Ha! Ha! Lumber Co., Limited,"
(en liquidation.)

Avis est par le présent donné que, le 9e jour de mars 1909, par un ordre de la cour, j'ai été nommé liquidateur.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

GEO. ST PIERRE,

Liquidateur.

Chicoutimi, 18 mars 1909.

1415

"The Canada Horse Nail Company",

En liquidation.

Toutes réclamations contre la susdite compagnie en liquidation doivent être déposées entre les mains du liquidateur, à l'adresse ci-dessous mentionnée, le ou avant le 30 avril 1909.

F. W. SHARP,

Liquidateur.

211, Coristine Bldg, Montréal,
24 mars 1909.

1483

DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3785.

In re Delle E. Messier, Demanderesse ;
vs

Dame F. Belle-Ile, Défenderesse.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Fortin, en date du 22 mars 1909, j'ai été nommé liquidateur aux biens de la société Messier & Belle-Ile, modistes, de Montréal, en dissolution.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours de cette date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Liquidateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 24 mars 1909.

1449

District of Beauce.

Re Alfred Roy, merchant, East Broughton,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 19th March, 1909, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 25th March, 1909.

1498

District of Saguenay.

J. Johnny Hovington, of Tadoussac, merchant, has on the 23rd of March, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saguenay, according to law.

V. E. PARADIS,

Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Sorel, 25th March, 1909.

1494

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*

In re Achille Caron, Fraserville, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 10th March, 1909, said insolvent filed a statement of his affairs with the prothonotary of the superior court of the district of Kamouraska.

JOHN F. CARROLL,

Provisional guardian.

1444

UNDER THE WINDING UP ACT AND ITS
AMENDMENTS

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
No. 2007.

In re "Ha! Ha! Lumber Co., Limited,"

In liquidation.

Notice is hereby given that, the 9th day of March, 1909, by an order of the court, I have been appointed liquidator.

Claims must be filed at my office within a month from this date.

GEO. ST. PIERRE, N. P.,

Liquidator.

Chicoutimi, 18th March, 1909.

1416

The Canada Horse Nail Company.

In liquidation.

All claims against the above company in liquidation are to be filed with the liquidator at the address named below, on or before 30th April, 1909.

F. W. SHARP,

Liquidator.

211, Coristine Bldg, Montreal,
24th March, 1909.

1484

DISSOLUTION OF PARTNERSHIP

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 3785.

In re Delle E. Messier, Plaintiff ;
vs

Dame F. Belle-Ile, Defendant.

Notice is hereby given that, by order of the Hon. Mr. Justice Fortin, of the 22nd March, 1909, I was appointed liquidator to the dissolution of Messier & Belle-Ile, milliners, of the city of Montreal, in dissolution.

Claims should be filed at my office within 30 days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Liquidator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal,
Montreal, 24th March, 1909.

1450

Vente de Faillites

AVIS DE FAILLITE.

In re Francis Larouche, commerçant, de Saint-Jérôme, Québec.

Le soussigné vendra par encaissement public, à la porte de l'église catholique, à Saint-Jérôme, JEUDI, le 8 AVRIL 1909, à 11 heures a. m., l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix, aux plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Saint-Jérôme, de la contenance de quatre-vingt-dix pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur ; borné en front par la rue Labelle, en profondeur par une autre partie du lot No. dix, d'un côté par la propriété de Gédéon Lacasse, de l'autre côté par la propriété de Dame Mathilde Cadieux, veuve André Pepin—avec les bâtisses y érigées.

Aussi tous les droits que possède le dit Frs. Larouche relativement à une somme de \$100.00 constituée en rente annuelle et perpétuelle de \$6.00, payable aux termes d'un certain acte de vente.

La maison peut être inspectée en s'adressant au notaire, J. E. Parent, à Saint-Jérôme, Qué.

Pour autres informations, s'adresser à

ALEX. DESMARTEAU,

Curateur,

No. 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.

T. Grignon, encanteur.

1447

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 177.

Le quinze mars mil neuf cent neuf.

Présent : L'honorable Paul G. Martineau J. C. S. Pierre Morin, bourgeois, de la paroisse de Sainte-Césaire, district de Saint-Hyacinthe.

Demandeur ;

vs

Joseph Desmarais, de la paroisse de Saint-Angèle de Monnoir, dit district,

Défendeur ;

et

Joseph N. Ledoux, marchand, de la ville de Marieville, dit district,

Opposant.

Vu la motion de l'opposant, J. N. Ledoux, demandant, attendu l'allégation de déconfiture du défendeur contenue dans son opposition afin de conserver en cette cause, que les créanciers du dit défendeur se sont appelés en conformité à l'article 673 du code de procédure civile ; la cour ordonne aux créanciers du dit défendeur de produire au greffe de cette cour leurs réclamations suivant la loi, sous les quinze jours de la date de la première insertion de la présente ordonnance, dans la *Gazette Officielle de Québec*, dépens réservés.

Vraie copie,

ROY & BEAUREGARD,

1331.2

Protonotaire.

Licitation

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 268.

Honoré Daigle,

Demandeur ;

vs

Delle Zéphirine Noël et al.,

Défendeurs.

LICITATION

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant

Insolvent Sales

INSOLVENT NOTICE.

In re Francis Larouche, trader, of Saint Jérôme, Que.

The undersigned will sell by public auction, at the door of the catholic church at Saint Jérôme, on THURSDAY, the 8th APRIL, 1909, at 11 o'clock a.m., the following immovable :

An emplacement being part of lot of land known and designated under number ten, of the official plan and book of reference for the town of Saint Jérôme, containing ninety feet in width by one hundred and twenty feet in depth ; bounded in front by Labelle street, in depth by another part of lot ten, on one side by Gédéon Lacasse's property, and on the other side by Dame Mathilde Cadieux, widow of André Pepin's property—with buildings thereon erected.

Also all the rights of said Frs. Larouche relative to a sum of \$100.00 constituted as perpetual rental of \$6.00, payable according to a certain deed of sale.

The house can be inspected by applying to notary, J. E. Parent, at Saint Jérôme, Que.

For other informations, apply to

ALEX. DESMARTEAU,

Curator,

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.

T. Grignon, auctioneer.

1148

Order of the Court

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*
No 177.

The fifteenth of March, 1909.

Present : the Hon. justice Paul G. Martineau, J.S.C. Pierre Morin, gentleman, of the parish of Saint Césaire, district of Saint-Hyacinthe,

Plaintiff ;

vs

Joseph Desmarais, of the parish of Sainte Angèle de Monnoir, said district,

Defendant ;

and

Joseph N. Ledoux, merchant, of the town of Marieville, said district,

Opposant.

Seeing the motion of the opposant J. N. Ledoux, requesting on account of defendant being insolvent, as alleged in his opposition for payment in this cause, that the creditors of the said defendant be called in, pursuant to article 673 of the code of civil procedure ; the court orders the creditors of the said defendant to file their claims with the protonotary of this court according to law, within fifteen days from the date of the first insertion of the present order, in the *Quebec Official Gazette*, cost reserved.

True copy,

ROY & BEAUREGARD,

1332

Prothonotary.

Licitation

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 268.

Honoré Daigle,

Plaintiff

vs

Delle Zéphirine Noël et al.,

Defendants.

LICITATION.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Arthabaska,

à Arthabaska, dans le district d'Arthabaska, le dixième jour de février mil neuf cent neuf, dans une cause dans laquelle Honoré Daigle, ouvrier, de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax est, Demandeur; et demoiselle Zéphirine Noël, fille majeure et usant de ses droits, ci-devant de Saint-Ferdinand d'Halifax et maintenant de Lotbinière, Léon O. Noël, médecin, du dit lieu de Saint-Ferdinand d'Halifax, Joseph Paradis, de la paroisse de Sainte-Julie de Somerset, Arthur Noël, rentier, de la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière, et Alphonse Gingras, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Julie de Somerset, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Marc-Aurèle Noël, en son vivant médecin, de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Un terrain de soixante-quinze pieds de front sur la profondeur du dit terrain, situé sur le côté nord-est du chemin Gosford, dans la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax; borné en front au dit chemin Gosford, en profondeur au lac William, d'un côté au nord-ouest à Eudore Noël, et de l'autre côté au sud-ouest à Léon Noël, lequel terrain fait partie du lot cadastral No 331.

2° Une maison ou boutique située dans le village de Saint-Ferdinand d'Halifax, sur un terrain appartenant au demandeur, la dite bâtisse ayant quarante-deux pieds par quarant-sept et de deux étages et demi de hauteur, et se trouve situé sur le côté sud-ouest du chemin Gosford, et sur un terrain formant partie du numéro cadastral No 331.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour d'AVRIL prochain, cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice, de la ville d'Arthabaska, à DIX heures de l'avant-midi; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire, de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

METHOT ET LALIBERTÉ,

Procureurs du demandeur.

Arthabaska, 23 février 1909. 1245.2
[Première publication, 13 mars 1909.]

Ratification

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 356.

Dame Anna Beaubien, de la ville d'Acton, en le district de Saint-Hyacinthe, veuve et légataire universelle en propriété de feu Thomas McGrail, cultivateur, en son vivant du canton de Roxton, en le district de Bedford, Pétitionnaire.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Bedford, les contrats de vente, titres et documents suivants, savoir :

(a) Un contrat de vente exécuté entre la "British American Land Company" et le dit feu Thomas McGrail, sous seing privé, le 14 janvier 1859;

(b) Le testament solennel de feu Dame Elizabeth Murray, épouse de Charles McGrail, senior, exécuté devant S. Lapalme, notaire public, au village de Roxton Falls, en le district de Bedford, le 29 octobre 1884;

in the district of Arthabaska, on the tenth day of February, one thousand nine hundred and nine, in a case in which Honoré Daigle, workman, of the parish of Saint Ferdinand d'Halifax, was plaintiff; and demoiselle Zéphirine Noël, spinster, formerly of the same place and actually of Lotbinière, Léon O. Noël, physician of the said parish of Saint Ferdinand d'Halifax, Joseph Paradis, of the parish of Sainte Julie de Somerset, Arthur Noël of the parish of Saint Louis de Lotbinière, and Alphonse Gingras, farmer, of the parish of Sainte Julie de Somerset, in their quality as executors of the last will of late Marc Aurèle Noël, in his lifetime physician, of the parish of Saint Ferdinand d'Halifax, are defendants, ordering the licitation of the following movables, to wit :

1. A piece of land having seventy five feet in front upon the land of said lot, situated on north east side of the Gosford road, in the parish of Saint Ferdinand d'Halifax; bounded in front to the said Gosford road, at its length to lake William, on the north west side to Eudore Noël, and to the south east side to Léon Noël, which piece of land is part of the cadastral No. 331.

2. A house or shop situated in the village of Saint Ferdinand d'Halifax, on a certain piece of land belonging to the plaintiff, the said building having forty two feet by forty seven, two stories high, and is actually situated on the south west side of the Gosford road, and upon a certain lot being part of the cadastral No. 331.

The immovables above described will be sold and adjudicated to the higher and last bidder, on the FIFTEEN day of APRIL next, before the court, in the session room of the court house, in the town of Arthabaska, at TEN o'clock in the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

METHOT & LALIBERTÉ,

Attorneys for plaintiff.

Arthabaska, 22nd February, 1909. 1246
[First published, 13th March, 1909.]

Ratification

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 356.

Dame Anna Beaubien, of the town of Acton, in the district of Saint Hyacinth, widow and universal legatee in ownership of the late Thomas McGrail, in his lifetime of the township of Roxton, in the district of Bedford, Applicant.

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Bedford, the following deeds, titles and documents, to wit :

(a) A deed of sale executed between the British American Land Company and said late Thomas McGrail, *sous seing privé*, on the 14th day of January, 1859;

(b) Last will and testament of the late Dame Elizabeth Murray, wife of Charles McGrail, senior, executed before S. Lapalme, notary public, at the village of Roxton Falls, in the district of Bedford, on the 29th day of October, 1884;

(c) Contrat de vente exécuté à Roxton Falls susdit, le 11 avril 1889, par Charles McGrail, junior, à Charles McGrail, senior;

(d) Contrat de vente exécuté devant H. Marcoux, notaire public, à Roxton Falls susdit, le 2 juin 1889, par le dit Charles McGrail à Thomas McGrail;

(e) Acte de dissolution de société et cession de droits, par John Massé au dit Thomas McGrail, exécuté devant le dit Marcoux, notaire, à Roxton Falls susdit, le 7 avril 1892;

(f) Contrat de vente exécuté devant le dit Marcoux, notaire, à Roxton Falls susdit, le 30 décembre 1892, par Edouard Bousquet au dit Thomas McGrail;

(g) Le testament solennel du dit feu Thomas McGrail, exécuté devant J. L. Lafontaine, notaire public et témoins, à Roxton Falls susdit, le 22 février 1900;

(h) Déclaration par la dite dame Anna Beaubien du décès de son époux, le dit feu Thomas McGrail, exécuté devant J. S. Beaudet, notaire public, à la dite ville d'Acton, le 31 juillet, 1907, par et en vertu des susdits contrats, titres, documents et du dit testament solennel du dit feu Thomas McGrail, produits et déposés au greffe du susdit protonotaire de cette cour, la dite dame Anna Beaubien est devenue et est propriétaire, entre autres, des lots de cadastre numéros 442 à 515, inclusivement, 522, 524, 525, 526, 527 et 562, des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Roxton Falls, et possédés par la dite dame Anna Beaubien et son époux, la dit feu Thomas McGrail, comme propriétaires pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur les dits immeubles immédiatement avant l'enregistrement des susdits contrats, titres et documents, en vertu desquels les dits lots de terre ont été acquis par la dite dame Anna Beaubien, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le onzième jour de mai prochain, à dix heures de l'avant-midi, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit en ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

(Signé) LEONARD & NOYES,

P. C. S.

(Vraie copie)

Leonard & Noyes, P. C. S.

Sweetsburg, 22 mars 1909.

1469

[Première publication, 27 mars 1909.]

(c) Deed of sale executed at Roxton Falls aforesaid, on the 11th day of April, 1889, by Charles McGrail, junior, to Charles McGrail, senior;

(d) Deed of sale executed before H. Marcoux, notary public, at Roxton Falls aforesaid, the second day of June 1889, by said Charles McGrail, senior, to Thomas McGrail;

(e) Deed of dissolution of partnership and cession of rights, by John Massé to said Thomas McGrail, executed before said Marcoux, notary, at Roxton Falls aforesaid, on the 7th day of April, 1892;

(f) Deed of sale executed before said Marcoux, notary, at Roxton Falls aforesaid, the 30th day of December, 1892, from Edouard Bousquet to said Thomas McGrail;

(g) Last will and testament of said late Thomas McGrail, executed before J. L. Lafontaine, notary public and witnesses, at Roxton Falls aforesaid, on the 22nd day of February, 1900;

(h) Declaration by the said dame Anna Beaubien of the death of her husband, the said late Thomas McGrail, executed before J. S. Beaudet, notary public, at the said town of Acton, on the 31st day of July, 1907, by virtue of which deeds, titles, documents and said last will and testament of said late Thomas McGrail, produced and deposited in the office of said prothonotary of said court, in said district of Bedford, the said dame Anna Beaubien became and is the owner, among other properties, of cadastral lots numbers 442 to 515 inclusive, 522, 524, 525, 526, 527 and 562, of the official plan and book of reference of the said village of Roxton Falls, and which was possessed by the said dame Anna Beaubien and by her said husband, said late Thomas McGrail, as proprietors for more than three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveables, or any of them, immediately before the registration of said deeds, titles and documents, by which the said lots were acquired by the said dame Anna Beaubien, are hereby notified that application will be made to the said court, at the court house, in the village of Sweetsburg, in said district of Bedford, on the eleventh day of May next, at the hour of ten of the clock in the forenoon, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

(Signed) LEONARD & NOYES,

P. S. C.

(True copy)

Leonard & Noyes, P. S. C.

Sweetsburg, 22nd March, 1909.

1470

[First published, 27th March, 1909.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRÈS** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **IN RE AUDET & TREM-**
No 223. } **BLAY**, faillis; et **V. E. PARADIS**, curateur.

(En conformité de l'article 879 C. P. C.)

Une maison et un emplacement situés sur la partie du bloc A, dans le canton de Coleraine, en la paroisse de Saint-Désiré-du-Lac-Noir; borné au nord par le chemin public, au sud par la mine Manhattan Asbestos, à l'est par J. R. Ouellette, et à l'ouest par Joseph Tremblay, et étant le numéro quinze (15), du plan des terrains loués par la Com-

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **HERITAGES** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **IN RE AUDET & TREM-**
No. 223. } **BLAY**, insolvents; and
V. E. PARADIS, curator.

(In conformity to article 879 C. C. P.)

A house and emplacement lying on a part of the block A, in the township of Coleraine, in the parish of Saint-Désiré-du-Lac-Noir; bounded to the north by the highway, to the south by the Manhattan Asbestos Mine, to the east by J. R. Ouellette; and to the west by Joseph Tremblay, and being number fifteen (15), of the plan of the pieces of land let by

pagnie Standard Asbestos Co., sur leur propriété. Sujet à la rente annuelle de six piastres (\$6.00), payable à la Standard Asbestos Co., et à toutes les réserves et conditions imposées par la dite compagnie dans leur bail du dit emplacement.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Désiré-du-Lac-Noir, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain 1909, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 4 mars 1909. 1111.2
[Première publication, 6 mars 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } LOUIS BOUCHER, De-
No 365. } mandeur ; contre D.
BERTRAND, Défendeur.

Une terre située dans le septième rang de la paroisse de Saint-Calixte de Somerset, maintenant connue au cadastre, plan et livre de renvoi officiels de Somerset-Sud, sous le numéro cent quarante-deux (142)—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, 1909, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 4 mars 1909. 1191.2
[Première publication, 6 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } AME JULIE POULIN, es-
No 406. } qualité, Demanderesse ; vs
GEORGES BAILLARGEON, Défendeur.

Le lot numéro soixante-cinq (65), du cinquième rang du canton de Jersey, en le district de Beauce—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sauf et excepté les droits de coupe de bois sur icelui.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile, Beauce, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 24 mars 1909. 1471
[Première publication, 27th March, 1909.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } THE O'GILVIE FLOUR
District de Montréal. } MILLS COMPANY,
No 277. } LIMITED, Demanderesse ;
vs OSCAR CREVIER, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement composé des lots de subdivision trois cent trente-cinq et trois cent

the Standard Asbestos Company, on their property. Subject to an annual rent of six dollars, payable to the Standard Asbestos Co., and to all the reserves and conditions imposed by the said company in their lease for the said emplacement.

To be sold at the parochial church door of Saint-Désiré-du-Lac-Noir, on the SEVENTH day of APRIL next, 1909, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 2nd March, 1909. 1112
[First published, 6th March, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } LOUIS BOUCHER,
No. 365. } Plaintiff ; against
D. BERTRAND, Defendant.

A piece of land in the seventh range of Saint Calixte de Somerset, now known on official cadastre and book of reference for Somerset South, under number one hundred and forty two (142)—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Calixte de Somerset, on the TENTH day of APRIL next, 1909, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 4th March 1909. 1192
[First published, 6th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } DAME JULIE POULIN, es-
No. 406. } qualité, Plaintiff ; vs GEOR-
GES BAILLARGEON, Defendant.

The lot number sixty five (65) of the fifth range of the township of Jersey, in the district of Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Save and except the rights of the cut of wood on said land.

To be sold at the church door of the parish of Saint Theophile, Beauce, the TWENTY SEVENTH day of APRIL next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 24th March, 1909. 1472
[First published, 27th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Québec, } THE O'GILVIE FLOUR
District of Montréal. } MILLS COMPANY,
No. 277. } LIMITED, Plaintiff ; vs
OSCAR CREVIER, Defendant.

A lot or piece of land composed of subdivision lots three hundred and thirty five and three hun-

trente-six (335-336), du lot originaire quatre-vingt-douze (92), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile (92-335 et 92-336).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, MERCREDI, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du shérif.

Salaberry de Valleyfield, 3 mars 1909.

[Première publication, 6 mars 1909.]

Shérif.

1117.2

dred and thirty six (335 336), of primitive lot ninety two (92), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile. (92-335 and 92-336).

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cécile, WEDNESDAY, the SEVENTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office.

Salaberry de Valleyfield 3rd March, 1909.

[First published, 6th March, 1909.]

Sheriff.

1118

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec.

District de Bedford.

No 8073.

WILLIAM SCOTT, commerçant, et DAME ESTHER CONNERS, fille

majeure et usant de ses droits, tous deux de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, y faisant affaires ensemble en société comme meuniers et marchands de grains, sous les nom et raison de Wm Scott & Co, Demandeurs; contre les meubles et immeubles de ALFRED PINEL, de la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, boulanger, Défendeur.

Ce morceau de terre de forme irrégulière situé dans la ville de Waterloo, comté de Shefford, district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Waterloo, sous le numéro trois cent sept (307); borné à l'est par la rue Principale, à l'ouest par la rivière Yamaska, au sud par un passage en commun et le lot No 308, et au nord par le lot No 306, contenant 9245 pieds en superficie—avec toutes les améliorations.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bernardin de Waterloo, dans la ville de Waterloo et district de Bedford, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif.

Sweetsburg, 2 mars 1909.

[Première publication, 6 mars 1909.]

Shérif.

1149.2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec

District of Bedford

No. 8073.

WILLIAM SCOTT, trader, and DAME ESTHER CONNERS, fille majeure et usant de ses droits, both of the city of Ottawa, in the province of Ontario, and there doing business together on co-partnership as millers and grain dealers under the firm, name and style of Wm Scott and Co, Plaintiffs; against the goods and lands of ALFRED PINEL, of the town of Waterloo, in the district of Bedford, baker, Defendant.

That certain piece of land of irregular figure situated in the town of Waterloo, county of Shefford, and district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said town of Waterloo, as number three hundred and seven (307); bounded east by main street, west by Yamaska river, south by a common passage and lot No 308, and north by lot No. 306, and containing 9245 feet in superficies—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bernadin de Waterloo, in the town of Waterloo and district of Bedford, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office,

Sweetsburg, 2nd March, 1909.

[First published, 6th March, 1909.]

Sheriff.

1150

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir :

No 2574.

JOSEPH DESBIENS, cultivateur, de la paroisse de Chicoutimi, Demandeur; contre JOHNNY DESBIENS, du même lieu, personnellement, et le dit Johnny Desbiens, en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs dûment nommé en justice, savoir :

Marie-Blanche, Marie-Rose, Marie-Anne Letitia Desbiens, Défendeur.

Une terre étant le lot connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, sous le numéro 9, du deuxième rang nord-est du chemin Sydenham, du canton de Chicoutimi, d'une super-

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit :

No. 2574.

JOSEPH DESBIENS, farmer, of the parish of Chicoutimi, Plaintiff; against JOHNNY DESBIENS, of the same place, personally, and the said Johnny Desbiens, in his quality of tutor to his minor children duly authorized to wit: Marie-Blanche, Marie-Rose, Marie-Anne, Letitia Desbiens, Defendant.

A land being the lot known and designated on the official cadastre of the parish of Chicoutimi, under the number 9, of the second range north east of the Sydenham road, of the township of Chicou-

Sheriff's Sales—Chicoutimi

ficie d'environ 143 acres—avec bâtisses, et dépendances.

Pour être vendue à la porte de la Cathédrale de la paroisse de Chicoutimi, à DIX heures de l'avant-midi, le VINGT-HUITIÈME jour du mois d'AVRIL prochain.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 23 mars 1909.

Shérif.
1473

[Première publication, 27 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **A BANQUE DE SAINT-**
No 152. } **HYACINTHE**, corps

politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et le district de Saint-Hyacinthe, et L. FABIEN PHILIE, séquestre nommé par l'autorité compétente à la dite Banque de Saint-Hyacinthe, qui a suspendu ses paiements ; ce dernier en autant que nécessaire pour assister et autoriser la dite Banque de Saint-Hyacinthe, à l'effet des présentes, Demandeurs ; contre les terres et tenements de JOSEPH TOUCHETTE et HENRI TOUCHETTE, tous deux de la paroisse de Sainte-Brigide, dans le district d'Iberville, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur, Henri Touchette :

Un terrain ou emplacement situé à l'angle nord-ouest du rang double de Murray et du rang de la rivière du sud-ouest, en la paroisse de Sainte-Brigide, dans le district d'Iberville, formant partie du lot maintenant connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix sept (P. No 297), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Brigide ; borné et décrit comme suit, à savoir : vers le sud-est et d'un côté au sud-ouest par le chemin public, en profondeur vers le nord-ouest par la rivière du sud-ouest, et de l'autre côté au nord-est par une ligne qui sera la continuation de la borne nord de la partie achetée de Murray où elle laisse le chemin public et prolongée vers l'ouest jusqu'à la dite rivière du sud-ouest—avec une maison, une fromagerie et autre bâtisses dessus érigées, et tous les agrès et accessoires de la dite fromagerie et brasserie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Brigide susdite, le HUITIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 3 mars 1909.

Shérif.
1161.2

[Première publication, 6 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

timi, of an area of about 143 acres—with buildings and dependencies.

To be sold at the door of the Cathedral of the parish of Chicoutimi, at TEN o'clock in the forenoon, the TWENTY EIGHTH day of the month of APRIL next.

O. BOSSE,

Sheriff's Office,

Chicoutimi, 23rd March, 1909.

Sheriff.

1474

[First published, 27th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint John, to wit : } **A BANQUE DE SAINT-**
No 152. } **HYACINTHE**, body

politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Saint-Hyacinthe, and L. FABIEN PHILIE, sequestrator appointed by competent authority to the said Banque de Saint-Hyacinthe, which has suspended its payments ; this latter in as much as it is necessary to assist and authorize the said Banque de Saint-Hyacinthe, to the effect of these presents, Plaintiffs ; against the lands and tenements of JOSEPH TOUCHETTE and HENRI TOUCHETTE, both of the parish of Sainte-Brigide, in the district of Iberville, Defendants.

As belonging to the said defendant, Henri Touchette :

A piece of ground or emplacement situate at the north west corner of the double range of Murray and of the range of the river south west, in the parish of Sainte-Brigide, in the district of Iberville, forming part of the lot now known and designated under the number two hundred and ninety seven (P. No. 297) on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Brigide ; bounded and described as follows, to wit : towards the south east and one side to the south west by the public road, in depth towards the north west by the river south west and on the other side on the north east by a line which will be the continuation of the north boundary of the part bought of Murray where it leaves the public road and prolonged towards the west as far as the said river south west—with a house, a cheese factory and other buildings thereon erected, and all the fixtures and accessories of the said cheese factory and butter factory.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Brigide aforesaid, on the EIGHTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office,

Saint-John, 3rd March, 1909.

Sheriff.

1162

[First published, 6th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **HARLES R. WESTGATE,**
No 2811. } commerçant, de la ville
de Montréal-Ouest, dans le district de Montréal, et
CHAS. E. LEWIS, commerçant, de la cité de
Montréal, faisant affaires ensemble à Montréal, en
société sous les nom et raison de Westgate & Lewis,
Demandeurs; contre les terres et tenements de
CHARLES LEE AUSTIN, des cité et district de
Montréal, abandonnés entre les mains et en faveur
de Louis St. Jean, député protonotaire de la cour
supérieure, du même lieu, dûment nommé curateur
au délaissement fait en justice par le dit Charles
Lee Austin, Défendeur, et James Birchenough,
adjudicataire.

1° Un certain lot de terre connu comme subdivision
numéro mille sept cent dix-sept (No 1717), sur
la subdivision officielle du lot numéro dix (10-1717),
des plan et livre de renvoi officiel du village incor-
poré de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga,
faisant front sur la rue Zélique, et conte-
nant vingt-deux (22) pieds de largeur sur cent (100)
pieds de profondeur, plus ou moins, mesure an-
glaise—avec la maison lambrissée en briques et
autres bâtisses sus-érigées, et avec le droit de se
servir des ruelles en arrière en commun avec les
autres personnes y ayant droit.

2° Trois lots de terre connus comme subdivisions
numéros soixante et dix-huit, soixante et dix-neuf
et quatre-vingt, sur la subdivision officielle du lot
numéro trois cent quarante-deux, des plan et livre
de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent,
dans le dit district—avec le droit y appartenant et
les bâtisses sus-érigées, les dits terres et tenements
ayant été abandonnés entre les mains du dit cura-
teur, au délaissement fait en justice par le dit
défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des
immeubles saisis en cette cause, qui a eu lieu le
dix-huitième jour de février 1909, aura lieu de
nouveau dans mon bureau, dans la cité de Mont-
réal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL pro-
chain, à DIX heures de l'avant-midi, à la folle-
enchère du dit James Birchenough, avec l'obligation
du dit James Birchenough de payer tous les dom-
mages résultant de son défaut et de suppléer sous
toutes pénalités légales, même par emprisonnement,
le prix de l'adjudication sur la dite folle enchère
dans le cas de l'insuffisance de ce dernier de couvrir
le montant de l'enchère du dit James Birchenough,
l'intérêt et les frais encourus sur la folle enchère.

Un dépôt d'une somme de \$400 00 en argent ou
un chèque accepté sera requis de chaque enchéris-
seur avec toute enchère qui pourra être faite sur l'un
ou l'autre des deux lots de propriété qui doivent
être vendus.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 24 mars 1909. 1467
[Première publication, 27 mars 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **RAOUL G. DE LORI-**
No 2771. } **MIER,** avocat, des
cité et district de Montréal, Demandeur; contre
les terres et tenements de **ABRAHAM BROF-**
STEIN ET ALLEI BROFSTEIN, tous deux manu-
facturiers, des cité et district de Montréal, y faisant
affaires comme tels, sous la raison sociale de "Brof-
stein & Son." Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs,
l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain étant la partie nord-ouest du lot
numéro cent vingt-quatre, aux plan et livre de
renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité
de Montréal, contenant vingt-six pieds de largeur,
en front et en arrière, sur une profondeur de
soixante et dix-huit pieds et sept pouces, mesure
anglaise, plus ou moins; borné en front par la rue
Saint-Charles Borromée, en arrière par le dit lot

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **CHARLES R. WESTGATE,**
No. 2811. } trader, of the town of Mon-
tréal West, in the district of Montreal, and **CHAS.**
E. LEWIS, trader, of the city of Montreal, carrying
on business together at Montreal, in copartnership
under the firm name of "Westgate & Lewis,"
Plaintiffs; against the lands and tenements of
CHARLES LEE AUSTIN, of the city and district
of Montreal, abandoned in the hands and in favor
of Louis St. Jean, deputy protonotary of the
superior court, of the same place, duly named and
appointed curator to the delaissement made in
justice, by the said Charles Lee Austin, Defendant,
and James Birchenough, adjudicataire.

1. A certain lot of land known as subdivision
number one thousand seven hundred and seventeen
(No. 1717), on the official subdivision of lot number
ten (10-1717), on the official plan and book of
reference of the incorporated village of Côte Saint
Louis, in the county of Hochelaga, fronting on
Zotique street, and containing twenty two (22)
feet in width by one hundred (100) feet in depth,
more or less, english measure—with the brick
encased house and other erections thereon, and
with right of use of the lanes in rear in common
with others having rights thereon.

2. Three lots of land known as subdivisions num-
bers seventy eight, seventy nine and eighty, upon
the official subdivision of lot number three hundred
and forty two, on the official plan and book of refer-
ence of the parish of Saint Laurent, in said dis-
trict—with the right thereto belonging and with
the buildings thereon erected, said lands and tene-
ments having been abandoned in the hands of said
curator, to the delaissement made in justice by the
said defendant.

Notice is hereby given that the sale of the im-
moveables seized in this cause, which took place on
the eighteenth day of February, (1909) will take
place again at my office, in the city of Montreal, on
the TWENTY SECOND day of APRIL next, at
TEN o'clock in the forenoon, at the folle enchère of
the said James Birchenough with the obligation by
the said James Birchenough, to pay all damages
resulting from his default, and to supplement,
under all legal penalties, even by imprisonment,
the price of adjudication on the said folle enchère in
the case of insufficiency of the latter to cover the
amount of the bid of the said James Birchenough,
the interest and the costs incurred on the folle
enchère.

A deposit of a sum of \$400.00 in cash or one
accepted cheque will be required from each bidder
with any bid which may be made upon either of the
two lots of property which are to be sold.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office Deputy Sheriff.
Montreal, 24th March, 1909. 1468
[First published, 27th March, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **RAOUL G. DE LORIMIER,**
No. 2771. } advocate, of the city and
district of Montreal, Plaintiff; against the lands and
tenements of **ABRAHAM BROFSTEIN** and **ALLEI**
BROFSTEIN, both manufacturers, of the city and
district of Montreal, there doing business as such,
under the firm name of Brofstein & Son, Defend-
ants.

Seized as belonging to said defendants, the follow-
ing immovable, to wit:

A lot of land being the north west portion of lot
number one hundred and twenty four, of the official
plan and book of reference of Saint Lawrence
ward, of the city of Montreal, containing twenty six
feet in width, in front and in rear, by a depth of
seventy eight feet and seven inches, english mea-
sure, more or less; bounded in front by Saint
Charles Borromée street, in the rear, by the official

officiel numéro cent vingt-trois (123), aux plan et livre de renvoi officiels susdits, d'un côté au nord-ouest par le lot officiel numéro cent vingt-deux (122), aux plan et livre de renvoi susdits, et de l'autre côté au sud-est par le résidu du dit lot numéro cent vingt-quatre (124)—avec une maison en briques et autres constructions sus-érigées, de laquelle maison les murs sont mitoyens, avec les servitudes y attachées.

La dite portion du dit lot est affectée d'un droit de passage de huit pieds de large, mesure anglaise, pour piétons et voitures, en faveur du résidu du dit lot numéro cent vingt quatre, le dit passage partant de la rue Saint-Charles Borromée et se continuant jusqu'à la cour située en arrière de la maison érigée sur la partie sud-est du dit lot numéro cent vingt quatre; le dit passage longeant le côté nord-ouest du mur mitoyen qui divise cette propriété du résidu du dit lot, plus le droit d'user de la dite portion de la cour située en arrière de la maison érigée sur la partie du dit lot de construire sur le dit passage, pourvu que les constructions soient à la même hauteur que celles qui existent actuellement, le tout tel qu'établi par les actes qui ont été faits jusqu'à ce jour.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi

P. M. DURAND,

Bureau du shérif. Député shérif.
Montréal, 24 mars 1909. 1465
[Première publication, 27 mars 1909.]

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Montréal, à savoir: } JOHN McD. HAINS, des
No 150. } cité et district de Montréal,
comptable, curateur, dûment autorisé en vertu de l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateur aux biens de JOSEPH LUTTRELL, des cité et district de Montréal, y faisant affaires seul sous le nom et raison de "Joseph Luttrell & Co.", manufacturiers de biscuits, failli, et le dit John McD. Hains, requérant.

La moitié nord-est du lot de cadastre numéro sept cent cinquante cinq (755), et lots de cadastre sept cent cinquante-six, sept cent cinquante-sept, sept cent cinquante-huit et sept cent cinquante-neuf (756, 757, 758 et 759), de la paroisse de Montréal—avec les limites sus-érigées; tous ces lots étant bornés en front par la rue Albert et formant qu'une seule et même propriété.

Pour être vendue dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 3 mars 1909. 1153.2
[Première publication, 6 mars 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME MARIE LOUISE
No 3582. } VALOIS, de la cité et du
district de Montréal, veuve de feu Guillaume Ernest Roy, en son vivant médecin, du même lieu, Demanderesse; contre les terres et tenements de BARTOLOMEO CERINO, autrefois marchand, de la cité et du district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

1° Un lot de terre vacant, situé en la ville Saint-Laurent, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, et borné en front par la rue dite Grande Allée de Florence, connu et désigné sous le numéro

lot number one hundred and twenty three (123), on the official plan and book of reference aforesaid, on one side on the north west, by the official lot number one hundred and twenty two (122), on the plan and book of reference aforesaid, and on the other side on the south east by the remainder of the said lot number one hundred and twenty four (124)—with a brick house and other buildings thereon erected, of which house the walls are mitoyens with the servitudes attached thereto.

The said portion of the said lot is affected by a right of passage of eight feet wide, english measure, for pedestrians and vehicles, in favor of the remainder of the said lot number one hundred and twenty four, the said passage beginning at Saint-Charles Borromée street and continuing to the yard situated in the rear of the house erected on the south east portion of the said lot number one hundred and twenty four; the said passage running along the north west side of the mitoyen wall, which divides this property from the remainder of the said lot and also the right of using the said portion of the yard situated in the rear of the house erected on the portion of the said lot herein described, any time it may be necessary for the entrance of vehicles into the yard situated in the rear of the house erected on the residue of the said lot and with the right in favor of the present lot, to build on the said passage, provided that the buildings be at the same height as those at present existing, the whole as established by the deeds passed up to the present day.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY NINTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Député Sheriff.
Montreal, 24th March, 1909. 1466
[First published, 24th March, 1909.]

CURATORS WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Montreal to wit: } JOHN McD. HAINS, of the
No 150. } city and district of Montreal,
accountant, curator, thereto duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of JOSEPH LUTTRELL, of the city and district of Montreal, there doing business alone under the firm, name and style of Joseph Luttrell & Co, biscuit manufacturers, insolvent, and the said John McD. Hains, Petitioner.

The north east half of cadastral lot number seven hundred and fifty five (755) and cadastral lots seven hundred and fifty six, seven hundred and fifty seven, seven hundred and fifty eight and seven hundred and fifty nine (756, 757, 758, and 759), of the parish of Montreal, with the buildings thereon erected; all those lots bounded in front by Albert street and forming a sale and same property.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 3rd March, 1909. 1134
[First published, 6th March, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME MARIE LOUISE
No. 3582. } VALOIS, of the city and
district of Montreal, widow of the late Guillaume Ernest Roy, in his lifetime physician, of the same place, Plaintiff; against the lands and tenements of BARTOLOMEO CERINO, formerly merchant, of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, Defendant.

1. A lot of vacant land, situate in the town of Saint Laurent, containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, more or less, english measure, and bounded in front by the street called Grande Allée de Florence, known and described by

cent quatre-vingt-douze, de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu; borné en front par la rue dite Grand-Allée de Florence, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-treize, de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent—avec une maison en bois à deux étages et autres bâties dessus construites.

3° Quatre autres lots de terre vacants, situés au même lieu, contenant chacun vingt cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, connus et désignés sous les numéros cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze, cent quatre-vingt-seize et cent quatre-vingt-dix-sept, de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante et cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Saint-Laurent.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Montréal, 3 mars 1909. 1135.2
[Première publication, 6 mars 1909]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } LA BANQUE D'HOCHE-
No 1892. } LAGA, Demanderesse; contre JOSEPH PELOQUIN, Défendeur.

Un terrain situé en le village Saint Joseph, paroisse Saint-Joseph, à l'encoignure des rues Champlain et Filiatrait, connu et désigné comme étant les lots numéros trente et un (No 31), trente-deux (No 32), trente-trois (No 33) et trente-quatre (No 34), de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingts (No 80), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, chacun de ces lots mesurant cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph, le VINGT-HUITIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 24 mars 1909. Shérif. 1505
[Première publication, 27 mars 1909]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } DANS l'affaire d'A-
No. 73. } CHILE JONCAS
failli; ET JOHN J. GRIFFITH, curateur, confor-

the number one hundred and ninety two, of the subdivision of lot number four hundred and sixty five, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Saint Laurent.

2. Another lot of land situate in the same place, bounded in front by the street called Grande Allée de Florence, known and described by the number one hundred and ninety three, of the subdivision of lot number four hundred and sixty five, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Saint Laurent—with a two story wooden house and other buildings thereon erected.

3. Four other lots of vacant land, situate in the same place, each containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, more or less, english measure, known and described under the numbers one hundred and ninety four, one hundred and ninety five, one hundred and ninety six and one hundred and ninety seven, of the subdivision of lot number four hundred and sixty five, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Saint Laurent.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 3rd March, 1909. 1136
[First published, 6th March 1909.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } THE BANK OF HOCHELAGA,
No. 1892. } Plaintiff; against JOSEPH Pelouquin, Defendant.

A parcel of land situate in the village of Saint Joseph, parish of Saint Joseph, at the corner of Champlain and Filiatrait streets, known and designated as being the lots numbers thirty one (No. 31), thirty two (No. 32), thirty three (No. 33) and thirty four (No. 34), of the official subdivision of lot number eighty (No. 80), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Pierre de Sorel, each of such lots measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph, the TWENTY EIGHTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Sorel, 24th March, 1909. 1506
[First published, 27th March, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } IN the matter of ACHILLE
No. 73. } JONCAS, insolvent, AND
JOHN J. GRIFFITH, curator, pursuant to article

mément à l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec.

1° Ces lots ou morceau de terre situé dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connus et désignés comme lots numéros cent soixante a (160a), quatorze cent quarante-quatre a (144a), cent cinquante-six a (156a), cent soixante B (160 B), quatorze cent quarante quatre B (144 B), cent cinquante-huit a (158a), cent cinquante-cinq (155) et cent cinquante-sept (157), de la subdivision du lot quatorze cent quarante-quatre (144-160a, 144-144a, 144-156a, 144-160 B, 144-144 B, 144-158a, 144-155 et 144-157), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le quartier sud de la cité de Sherbrooke—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, pour être vendus en un seul lot; le dit lot numéro cent soixante a (160a), étant situé sur la rue Wellington et avenue Aberdeen; le dit lot cent soixante B (160 B), situé sur l'avenue Aberdeen, et les dits lots cent cinquante-cinq (155) et cent cinquante-sept (157) étant situés sur la rue Laurier, tous dans la cité de Sherbrooke.

2° Ces lots ou morceaux de terre situés dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connus et désignés comme lots numéros cent soixante et six (166) et cent soixante-sept (167), de la subdivision du lot quatorze cent quarante quatre (144), (144-166), (144-167), du plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le quartier sud de la cité de Sherbrooke—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, pour être vendus en un seul lot, le dit lot numéro cent soixante et six (166) étant situé sur l'avenue Aberdeen, et le dit lot cent soixante et sept (167) étant situé sur l'avenue Aberdeen et la rue Laurier, tous dans la cité de Sherbrooke.

3° Ce lot ou morceau de terre situé sur la rue Laurier, dans la cité de Sherbrooke et district de Saint-François, connu et désigné comme lot numéro cent soixante et huit (168), de la subdivision du lot quatorze cent quarante-quatre (144), (144-168), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le quartier sud de la dite cité de Sherbrooke, sauf et excepté d'icelui une lisière de terre de dix pieds de largeur de la partie est de la moitié sud du dit lot numéro cent soixante et huit (168), étant le long de la ligne ouest de la moitié sud du lot numéro cent soixante et neuf (169), de la subdivision du dit lot quatorze cent quarante-quatre (144), sur les dits plan et livre de renvoi; la dite partie du dit lot numéro cent soixante et huit (168), pour être vendue, étant bornée au nord par les lots numéros cent soixante et six (166) et cent soixante et sept (167), de la subdivision du dit lot 144, au sud par le lot numéro cent soixante et onze (171), de la subdivision du dit lot (144), à l'ouest par la rue Laurier, et à l'est par la dite lisière de terre de dix pieds de largeur et la moitié nord du lot numéro cent soixante et neuf (169), de la subdivision du dit lot quatorze cent quarante-quatre (144).

4° Cette étendue ou ce morceau de terre situé sur l'avenue Aberdeen, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, étant le lot numéro cent soixante et cinq (165), de la subdivision du lot quatorze cent quarante-quatre (144), (144-165), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le quartier sud de la cité de Sherbrooke, ensemble avec le quart nord-ouest du lot numéro cent soixante et neuf (169), de la subdivision du lot quatorze cent quarante-quatre (144), (144- $\frac{1}{4}$ N.-O. 169), sur les dits plan et livre de renvoi; le dit quart nord-ouest du dit lot numéro cent soixante et neuf (169), étant borné au nord par le dit lot numéro cent soixante et cinq (165), au sud par la moitié sud du dit lot numéro cent et soixante et neuf (169), à l'ouest par le lot numéro cent soixante

879 of the code of civil procedure of the province of Quebec.

1. These lots or parcels of land situate in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, known and described as the lots numbers one hundred and sixty a (160a), fourteen hundred and forty four a (144a), one hundred and fifty six a (156a), one hundred and sixty B (160 B), fourteen hundred and forty four B (144 B), one hundred and fifty eight a (158a), one hundred and fifty five (155), and one hundred and fifty seven (157), of the subdivision of the lot fourteen hundred and forty four (144), (144-160a, 144-144a, 144-156a, 144-160 B, 144-144 B, 144-158a, 144-155 and 144-157), on the official cadastral plan and book of reference for the south ward of the city of Sherbrooke—together with the buildings and improvements thereon erected and made, to be sold *en bloc*; the said lot number one hundred and sixty a (160a), being situated on Wellington street and Aberdeen avenue; said lot one hundred and sixty B (160 B), situated on Aberdeen avenue, and the said lots one hundred and fifty five (155) and one hundred and fifty seven (157) being situated on Laurier street, all in the said city of Sherbrooke.

2. Those certain lots or parcels of land situate in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, known and described as the lots numbers one hundred and sixty six (166) and one hundred and sixty seven (167), of the subdivision of the lot fourteen hundred and forty four (144), (144-166), (144-167), on the official cadastral plan and book of reference for the south ward of the city of Sherbrooke—together with the buildings and improvements thereon erected and made, to be sold *en bloc*, the said lot number one hundred and sixty six (166) being situate on Aberdeen avenue, and the said lot one hundred and sixty seven (167) being situate on Aberdeen avenue and Laurier street, all in the city of Sherbrooke.

3. That certain lot or parcel of land situate on Laurier street, in the city of Sherbrooke, and district of Saint Francis, known and described as the lot number one hundred and sixty-eight (168), of the subdivision of the lot fourteen hundred and forty four (144), (144-168), upon the official cadastral plan and book of reference for the south ward of the said city of Sherbrooke, save and except therefrom a strip of land ten feet in width off the easterly portion of the south half of the said lot number one hundred and sixty-eight (168), being along the westerly line of the south half of the lot number one hundred and sixty-nine (169), of the subdivision of the said lot fourteen hundred and forty-four (144), on the said plan and book of reference: the said portion of the said lot number one hundred and sixty-eight (168), to be sold, being bounded on the north by lots numbers one hundred and sixty-six (166) and one hundred and sixty-seven (167), of the subdivision of the said lot 144, on the south by the lot number one hundred and seventy-one (171), of the subdivision of the said lot (144), on the west by Laurier street, and on the east by the said strip of land ten feet in width, and the north half of the lot number one hundred and sixty-nine (169) of the subdivision of the said lot fourteen hundred and forty-four (144).

4. That certain tract or parcel of land situate on Aberdeen avenue, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, being the number one hundred and sixty five (165), of the subdivision of the lot fourteen hundred and forty four (144), (144-165), on the official cadastral plan and book of reference for the south ward of the city of Sherbrooke, together with the north west quarter of the lot number one hundred and sixty nine (169), of the subdivision of the said lot fourteen hundred and forty four (144), (144-N. W. $\frac{1}{4}$ 169), on the said plan and book of reference, the said north west quarter of said lot number one hundred and sixty nine (169), being bounded on the north by the said lot number one hundred and sixty five (165), on the south by the south half of the said lot number

et huit (168), de la subdivision du lot 1444, sur les dits plan et livre de renvoi, et à l'est par le quart nord-est du dit lot numéro cent soixante et neuf (169)—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, pour être vendu en un seul lot.

5° Ces étendues ou morceaux de terre situés sur la rue Wellington, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connus et désignés comme lot numéro cent soixante et quatre (164), de la subdivision du lot numéro quatorze cent quarante quatre (1444), (1444-164) du plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du quartier sud de la dite cité de Sherbrooke et situé aussi sur l'Avenue Aberdeen, ensemble avec le quart nord-est du lot numéro cent soixante et neuf (169), de la dite subdivision du dit lot numéro quatorze cent quarante quatre (1444), (1444 $\frac{1}{2}$ N. E. 169) sur les dits plan et livre de renvoi; le dit quartier nord-est du dit lot numéro cent soixante et neuf (169) étant borné au nord par le dit lot numéro cent soixante et quatre (164) à l'est par la rue Wellington, au sud par la moitié sud du dit lot numéro cent soixante et neuf (169), et à l'ouest par le quart nord-ouest du dit lot numéro cent soixante et neuf (169), pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Sherbrooke, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 24 mars 1909. 1477
[Première publication, 27 mars 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } EVERETT X. SO-
No 288. } EMERS, Demandeur;
contre WILLIAM BEAUDETTE, Défendeur.

La partie est du lot numéro dix-sept, dans le rang A, du canton d'Orford, dans le district de Saint-François, contenant quatre-vingt douze acres de terre, plus ou moins; borné comme suit: vers l'ouest par la partie ouest du dit lot, vers le sud par le chemin de Montréal ainsi appelé, vers l'est par le lot numéro dix-huit, dans le dit rang A, et vers le nord par le lot numéro douze, dans le treizième rang du dit canton d'Orford—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie d'Orford, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 25 mars 1909. 1499
[Première publication, 27 mars 1909.]

FIERI FACIAS DE TERIS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Richmond à Danville, district de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } JOSEPH H. BOUR-
No 908. } BEAU, Demandeur;
vs BENJAMIN GERVAIS, Défendeur.

1° Un emplacement situé au village d'Asbestos, dans le comté de Richmond, et faisant partie du dixième lot du troisième rang du canton de Shipton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Shipton, pour le dit village d'Asbestos, sous le numéro cent soixante-quatorze (174)—avec maison et bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement situé au dit village d'Asbestos, et faisant partie du dixième lot du dit rang, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton, pour le dit village d'Asbestos, sous le numéro cent soixante-dix-neuf (179).

one hundred and sixty] nine (169), on the west by the lot number one hundred and sixty eight (168), of the subdivision of the said lot 1444, on the said plan and book of reference, and on the east by the north east quarter of the said lot number one hundred and sixty nine (169)—together with the buildings and improvements thereon erected and made, to be sold *en bloc*.

5. Those certain tracts or parcels of land situate on Wellington street, in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, known and described as the lot number one hundred and sixty four (164), of the subdivision of the lot number fourteen hundred and forty four (1144), (1444-164), on the official cadastral plan and book of reference of the south ward of the said city of Sherbrooke, and situate also on Aberdeen avenue, together with the north east quarter of the lot number one hundred and sixty nine (169), of the said subdivision of the said lot number fourteen hundred and forty four (1444), (1444 N. E. $\frac{1}{4}$ 169), on the said plan and book of reference; the said north east quarter of the said lot number one hundred and sixty nine (169) being bounded on the north by the said lot number one hundred and sixty four (164), on the east by Wellington street, on the south by the south half of the said lot one hundred and sixty nine (169), and on the west by the north west quarter of said lot number one hundred and sixty nine (169), to be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Sherbrooke, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 24th March, 1909. 1478
[First published, 27th March, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Saint-François, to wit: } EVERETT X. SO-
No. 288. } EMERS, Plaintiff;
against WILLIAM BEAUDETTE, Defendant.

The easterly part of lot number seventeen, in the range A, of the township of Orford, in the district of Saint-François, containing ninety two acres of land, more or less, and bounded as follows: towards the west by the westerly portion of the said lot, towards the south by the Montreal road so called, towards the east by lot number eighteen, in the said range A, and towards the north by the lot number twelve, in the thirteenth range of the said township of Orford—with the buildings and improvements thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Elie d'Orford, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 25th March, 1909. 1500
[First published, 27th March, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERIS.

In the Circuit Court, in and for the county of Richmond at Danville, district of Saint-François.

Saint-François, to wit: } JOSEPH H. BOUR-
No. 908. } BEAU, Plaintiff; vs
BENJAMIN GERVAIS, Defendant.

1. A lot situate in the village of Asbestos, in the county of Richmond, and forming part of the tenth lot of the third range of the township of Shipton, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Shipton, for the said village of Asbestos, under the number one hundred and seventy four (174)—with house and buildings thereon erected.

2. A lot situate in the said village of Asbestos, and forming part of the tenth lot of the said range, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said township, for the said village of Asbestos, under the number one hundred and seventy nine (179).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Danville, dans le village de Danville, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEYER.

Bureau du Shérif, Shérif
Sherbrooke, 1er mars 1909. 1197.2
[Première publication, 6 mars 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : { WILLIAM GIRARD, No 949. } DIN, Demandeur ; contre JOSEPH A. O. STE. MARIE, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Ces étendues ou morceaux de terre sis et situés dans le canton de Compton, connus et désignés comme lot numéros dix-sept L (17 L) et dix-sept C (17 C) dans le huitième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Compton ; aussi toute cette partie du lot numéro dix-sept A (pt 17 A), du dit huitième rang, sur le dit plan du cadastre, situé au sud du prolongement de la ligne nord du dit lot No 17 L, à travers la Moës River à la ligne du rang entre le septième et huitième rangs ; bornés à l'est par la Moës River, au nord par le résidu du dit lot No 17 A, à l'ouest par la ligne du rang entre les septième et huitième rangs, et au sud par la borne sud du dit lot No 17 A.

Une autre partie du dit lot numéro dix-sept A (17 A), dans le dit huitième rang, sur le dit plan du cadastre du dit canton de Compton ; borné comme suit : à l'est par le chemin conduisant du village Moës River, au moulin appartenant à Richard Carpenter ou ses représentants, au nord par la terre de Richard Carpenter ou ses représentants, à l'ouest par la ligne entre les septième et huitième rangs, et au sud par la terre de Loton W. Read, et supposé contenir un acre de terre, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, avec toutes les machines et tout le matériel dans et autour des dits lieux.

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas de Compton, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEYER.

Bureau du Shérif, Shérif
Sherbrooke, 3 mars 1909. 1195.2
[Première publication, 6 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **BIENS** et **HERITAGES** sous-mentionnés n° é saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : { JUDGER BEAUNOYER, Demandeur ; contre ROBERT DESCHENES, Défendeur.

1° Un terrain situé au coin des rues Tellier et Saint-Pierre, quartier No 5, en la cité de Saint-Hyacinthe, étant le numéro dix (10), de la subdivision du lot mille quatre-vingt-neuf (1089), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe, de la contenance de quatre-vingt-dix pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur—avec les bâtisses y érigées.

2° Un terrain situé au même lieu, avenue Tellier, étant le numéro onze (11), de la subdivision du lot numéro mille quatre-vingt-neuf (1089), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe, de la con-

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Danville, in the village of Danville, the SIXTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEYER.

Sheriff's Office, Shérif
Sherbrooke, 1st March, 1909. 1198
[First published, 6th March, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : { WILLIAM GIRARD, No. 949. } DIN, Plaintiff ; against JOSEPH A. O. STE. MARIE, Defendant.

As belonging to the defendant :

Those certain tracts or parcels of land situate and being in the township of Compton, known and designated as the lots numbers seventeen L (17 L), and seventeen C (17 C), of the eighth range, upon official cadastral plan and book of reference for the said township of Compton ; also all that part of the lot number seventeen A (pt. 17 A), of the said eighth range on said cadastral plan, which lies south of the prolongation of the north line of said lot No. 17 L, across the Moës river to the range line between the seventh and eighth ranges ; bounded easterly by Moës river, northerly by the remainder of said lot No. 17 A, westerly by the range line between the seventh and eighth ranges, and to the south by the southerly boundary of said lot No. 17 A.

Another part of said lot number seventeen A (17 A), in the said eighth range, on the said cadastral plan for the said township of Compton ; bounded as follows : on the east by the road leading from Moës river village, to the mill belonging to Richard Carpenter or his representatives, on the north by land of Richard Carpenter or his representatives, on the west by the line between the seventh and eighth ranges, and on the south by land of Loton W. Read, and supposed to contain one acre of land, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made, with all and every the machinery and plant in and about said premises.

To be sold *en bloc*, at the church door of the parish of Saint Thomas of Compton, on the SEVENTH day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEYER.

Sheriff's Office, Shérif
Sherbrooke, 3rd March, 1909. 1196
[First published, 6th March, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinthe

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Saint Hyacinth, to wit : { JUDGER BEAUNOYER, Plaintiff ; against ROBERT DESCHENES, Defendant.

1. A piece of ground situate on the corner of Tellier and Saint Pierre streets, in ward No. 5, in the city of Saint Hyacinthe, bearing number ten (10), of the subdivision of lot number one thousand and eighty nine (1089), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hyacinth, containing ninety feet in width by eighty feet in depth—with buildings thereon erected.

2. A piece of ground situate in the same place ; Tellier Avenue, being the number eleven (11), of the subdivision of lot number one thousand and eighty nine (1089), on the official plan and book of

tenance d'environ quatre-vingts pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur—avec les bâtisses y érigées ;

3° Un terrain situé au même lieu, avenue Tellier, étant le numéro quinze (15), de la subdivision du lot numéro mille quatre-vingt neuf (1089), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe, de la contenance de quatre-vingt dix pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, LUNDI, le TROISIEME jour du mois de MAI prochain, (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 23 mars 1909. 1451
[Première publication, 27 mars 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—Saint-Hyacinthe.

Province de Québec, } IERRE MORIN,
District de Saint-Hyacinthe, } D mandeur ; vs
savoir : No 177. } JOSEPH D. DES-
MARAIS, cultivateur, de Sainte-Angèle, Défendeur.

Une terre aise et située en la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, dit district, rang de la Grande Ligne, côté sud, de quatre arpents de front sur trente arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant les lots numéros deux cent soixante-quatre (264) et deux cent soixante-cinq (265), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Angèle—avec les bâtisses y érigées ; à distraire des dits numéros 264 et 265 la partie vendue à la Compagnie du Chemin de Fer des Comtés-Unis, suivant acte enregistré le 7 avril 1893, sous le No 23, au registre du dit chemin de fer.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle de Monnoir, MARDI, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 2 mars 1909. 1107.2
[Première publication, 6 mars 1909.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Champlain—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : { A DELARD GIGUERE, Demandeur ; contre ISRAEL JOLY, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Jean des Piles, étant le No 53, de l'arpentage primitif du rang Saint-Olivier, contenant quarante arpents de front sur une profondeur moyenne de vingt-cinq arpents, formant (y compris la surface couverte par un lac), cent arpents en superficie ; bornée à un bout, vers le nord est par le No 324 et à l'autre bout, vers le sud-ouest par le No 413 ; d'un côté vers le sud-est par le No 386 et par un lac, (et de l'autre côté vers le nord-ouest par le No 388 et par le dit lac, connue et désignée, la dite terre sous le numéro trois cent quatre-vingt-sept (387), du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Flore, comprenant aussi la paroisse de Saint-Jean des Piles—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la

reference of the parish of Saint Hyacinth, containing about eighty feet in width by ninety feet in depth—with buildings thereon erected.

3. A piece of ground situate in the same place, Tellier avenue, being the number fifteen (15), of the subdivision of lot number one thousand and eighty nine (1089), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hyacinth, containing ninety feet in width by eighty feet in depth—with buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the city of Saint Hyacinth, MONDAY, the THIRD day of MAY next (1909), at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 23rd March, 1909. 1452
[First published, 27th March, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—Saint Hyacinth.

Province of Quebec, } PIERRE MORIN,
District of Saint Hyacinth, } Plaintiff ; vs JO-
seph D. Desmarais, farmer, of the parish of Sainte Angèle, Defendant.

A lot lying and situate in the parish of Sainte Angèle de Monnoir, district of Saint Hyacinth, on the south side of the Grande Ligne range, containing four arpents in width by thirty arpents in depth, the whole more or less, being the lots numbers 264 and 265, of the official cadastre of the said parish of Sainte Angèle—with the buildings thereon erected ; to withdraw however of said lots numbers 264 and 265, the portion sold to the United Counties of Railway Company, by a deed duly registered the 7th day of April, 1893, under No. 23, of register of the said railway company

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Angèle de Monnoir, TUESDAY, the SIXTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

J. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 2nd March, 1909. 1108
[First published, 6th March, 1909.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, for the county of Champlain—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : { A DELARD GIGUERE, Plaintiff ; against ISRAEL JOLY, Defendant.

A lot situate in the parish of Saint Jean des Piles, being the No. 53, of the primitive survey of the range Saint Olivier, containing four arpents in front by an average depth of twenty five arpents, forming (including the surface covered by a lake) one hundred arpents in area ; bounded on one end, towards the north west by the No. 324, and on the other end, towards the south west by the No. 413, on one side towards the south east by the No. 386 and by a lake, and on the other side, towards the north west by the No 388 and by the said lake, the said lot being known and described under the number three hundred and eighty seven (387), of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Sainte Flore, comprising also the parish of Saint Jean des Piles—with buildings, circumstances and dependences.

To be sold at the church door of the parish of

paroisse de Saint-Jean des Piles, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 3 mars 1909. 1137.2
[Première publication, 6 mars 1909.]

Saint Jean des Piles, the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 3rd March, 1909. 1138
[First published, 6th March, 1909.]

Avis du Gouvernement

No 267.07.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 19 mars courant, 1909, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ephrem-de-Tring, dans le comté de Beauce, les biens-fonds connus au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ephrem-de-Tring, sous les numéros 83 et suivants jusqu'à 88 inclusivement, les numéros 222, 223a, les numéros 224 et suivants 82 jusqu'à 253 inclusivement, y compris les numéros 229a, 233a, 23 b, 233c, 233d, 233e, 233f, les numéros 297 et suivants jusqu'à 332 inclusivement, y compris les numéros 306a, 311a, 311b, 313a, 313b, 318a, 318b, 323a, 323b, 323c, et de les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village de Saint-Ephrem-de-Tring."

1427

No 3-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 mars courant, 1909, d'ériger en municipalité scolaire, sous le nom de Lalemant, le canton Guérin, dans le comté de Pontiac, avec les limites qui lui sont assignées par proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 15 avril 1904.

1431

No. 46.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 19 mars courant, 1909, d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Damase, dans le comté de Matane, les lots de terre Nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6, des rangs VIII et IX du canton Cabot, qui ne font partie d'aucune autre municipalité scolaire.

1433

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que MM. Ralph Locke, manufacturier, de Westmount, Raoul Lacroix, architecte, Henry G. Auger, manufacturier, Marius Dufresne, ingénieur civil, et Raoul Lanthier, manufacturier, de Montréal, s'adresseront à la législature, à sa présente session, pour obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de "Dominion Light, Heat and Power Company, (Limited)", pour fabriquer, produire, distribuer et utiliser le gaz et l'électricité sous forme de chauffage, d'éclairage et de chaleur, ainsi que pour utiliser tous les produits dérivés et pour acquérir tels immeubles qui peuvent être nécessaires à l'accomplissement du but pour lequel ils demandent d'être

Government Notice

No 267.07.

DÉPARTEMENT DE PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th of March instant, 1909, to detach from the school municipality of Saint Ephrem de Tring, in the county of Beauce, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Ephrem de Tring, numbers 83 and following to 88 inclusively, and the lots bearing on the cadastre the numbers 222 and 223a, the numbers 224 and following 82 to 253 inclusively, comprising therein the numbers 229a, 233a, 233b, 233c, 233d, 233e, 233f, the numbers 297 and following to 332 inclusively, comprising therein the numbers 306a, 311a, 311b, 313a, 313b, 318a, 318b, 323a, 323b and 323c and to erect them into a distinct school municipality by the name of village of Saint Ephrem of Tring.

1428

No. 3.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th of March instant, 1909, to erect into a school municipality, under the name of Lalemant, the township Guérin, in the county of Pontiac, with the limits assigned to it by proclamation of the Lieutenant Governor of the province of Quebec, dated the 15th of April, 1904.

1432

No 46.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th of March instant, 1909, to annex to the school municipality of Saint-Damase, in the county of Matane, the lots of land Nos. 1, 2, 3, 4, 5 et 6 of the ranges VIII and IX of the township Cabot, which form no part of any other school municipality.

1434

Applications to the Legislature

No ice is hereby given that, Messrs. Ralph Locke, manufacturer, of Westmount, Raoul Lacroix, architect, Henry C. Auger, manufacturer, Marius Dufresne, civil engineer, and Raoul Lanthier, manufacturer, of Montreal, will apply to the Legislature, at its present session, for an act to incorporate them under the name of Dominion Light, Heat and Power Company, (Limited), to manufacture, produce, distribute and make use of gas and electricity for the purpose of heating, lighting and cooking, and turning to account all the products derived therefrom, and to acquire such immovables as may be necessary for the fulfilment of their obligations in the city of Montreal and in any other

constitués en corporation dans la cité de Montréal et dans tout autre endroit de la province, dans un rayon de soixante et quinze milles de la dite cité.

A. GAGNE,
Avocat des requérants.
Montréal, mars 1909. 1489

Avis Divers

Province de Québec, district de Montréal.— Cour Supérieure, No 1348. — Dame Marie Anne Rosanna Gouin, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Joseph David Emilien Mayrand, commerçant, tous deux de la ville de Maisonneuve, dit district, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux. PHILIPPE DORVAL, procureur de la demanderesse. Montréal, 22 mars 1909. 1501

place in the province, within a radius of seventy fives miles of the city.

A. GAGNE
Attorney for applicants.
Montreal, March, 1909. 1490

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, district of Montreal.— Superior Court, No. 1348. — Dame Marie Anne Rosanna Gouin, duly authorized to ester in justice, wife of Joseph David Emilien Mayrand, trader, both of the town of Maisonneuve, said district, has sued, this day, her said husband for separation as to property. PHILIPPE DORVAL, attorney for said plaintiff. Montreal, 22nd March, 1909. 1502

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 13.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 13.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dmes Alarie vs Shea, 741 ; Assali vs Salhani, 740 ; Barry vs Desrochers, 739 ; Bazinet vs Lépine, 740 ; Beauregard vs Palardy, 740 ; Bellemare vs Gélinais, 740 ; Chicoine vs Duranleau, 742 ; Côté vs Joncas, 742 ; Dalpé vs Richard, 740 ; Dubé vs Duc, 742 ; Fontaine vs Lisée, 742 ; Forget vs Lauzon, 740 ; Germain vs Germain 741 ; Gouin vs Mayrand, 761 ; Levasseur vs Auger, 741 ; Mahon vs King, 741 ; Marion vs Maurice, 741 ; Menard vs Durocher, 742 ; Parent vs Archambault, 741 ; Pelletier vs Reid, 739 ; Plante vs Dion, 739 ; Rivard vs Martineau, 743 ; Tremblay vs Audet, 739 ; Vachon vs Roy, 739.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Alarie vs Shea, 741 ; Assali vs Salhani, 740 ; Barry vs Durochers, 739 ; Bazinet vs Lépine, 740 ; Beauregard vs Palardy, 740 ; Bellemare vs Gélinais, 740 ; Chicoine vs Duranleau, 742 ; Côté vs Joncas, 742 ; Dalpé vs Richard, 740 ; Dubé vs Duc, 742 ; Fontaine vs Lisée, 742 ; Forget vs Lauzon, 740 ; Germain vs Germain, 741 ; Gouin vs Mayrand, 761 ; Levasseur vs Auger, 741 ; Mahon vs King, 741 ; Marion vs Maurice, 741 ; Menard vs Durocher, 742 ; Parent vs Archambault, 741 ; Pelletier vs Reid, 739 ; Plante vs Dion, 738 ; Rivard vs Martineau, 743 ; Tremblay vs Audet, 739 ; Vachon vs Roy, 739.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Ouimet vs Paquette, 743 ; Roberge vs Laflamme, 742.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BODY AND BOARD : — Ouimet vs Paquette, 743 ; Roberge vs Laflamme, 742.

AFFERMAGE DE FORCES HYDRAULIQUES : — Kai-Kai-Ke, 731 ; Island Rapids, 731.

LEASE OF WATER POWERS : — Kai-Kai-Ke, 731 ; Islands Rapids, 731.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 717.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c 717.

ARRÊTÉS EN CONSEIL : — Au sujet des registra-teurs, 725 ; Au sujet des protonotaires, 724.

ORDERS IN COUNCIL : — Concerning the registrars, 725 ; Concerning the protonotaries, 724.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 730 ; Conseil législatif, 732.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 730 ; Legislative Council, 732.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Association des voyageurs de commerce de Montréal, 737 ; Carabiniers Mont Royal, 736 ; Cascapedia Manufacturing & Trading Co., 737 ; Compagnie de chemin de fer Québec & Saguenay, 738 ; Dominion Light, Heat & Power Coy, 760 ; La cité de Montréal, 736 ; La société pour l'avancement des Sciences, des Lettres et des Arts au Canada, 638 ; Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, 737 ; Montreal Jockey Club, 738 ; Redpath, Francis Robert et autres, 738 ; Yule, David et autres, 738.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — Association des voyageurs de commerce de Montréal, 737 ; Carabiniers Mont Royal, 736 ; Cascapedia Manufacturing & Trading Coy, 737 ; Quebec & Saguenay Railway Company, 738 ; Dominion Light, Heat & Power Coy, 760 ; The city of Montreal, 736 ; La société pour l'avancement des Sciences, des Lettres et des Arts au Canada, 738 ; Les Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus, 737 ; Montreal Jockey Club, 738 ; Redpatch, Francis Robert and others, 738 ; Yule David and others, 738.

FAILLIS : — Belle-Ile (Dme), 746 ; Bender, 745 ; Blanchard, 743 ; Caron, 746 ; Demers, 745 ; Desfossés, 743 ; Galeman, 743 ; Galipeau, 744 ; Flynn, 744 ; Ha ! Ha ! Lumber

INSOLVENTS : — Belle-Ile (Dme), 746 ; Bender, 745 ; Blanchard, 746 ; Caron, 746 ; Demers, 745 ; Desfossés, 743 ; Galeman, 743 ; Galipeau, 744 ; Flynn, 744 ; Ha ! Ha ! Lumber Co., 746 ;

Co, 746 ; Hovington, 745 ; Morin, 745 ; Penfold Advertising Co., 744 ; Perreault, 744 ; Pilon, 844 ; Precourt & Gatién, 745 ; Proulx, 745 ; Roy, 746 ; Schoolcraft, 743 ; The Canada Horse Nail Coy, 746.

LETTRES PATENTES :—Cie Industrielle de Sorel, 728 ; C. Meredith & Coy, 726 ; La Cie Electrique de Thedford Mines, 723 ; La Cie du Club Industriel de Sorel, 723 ; La Cie Manufacturière d'overalls de Saint-Agapit, 722 ; Montreal Safe Deposit Coy, 728 ; New Montreal Construction Coy, 721 ; The John Black Mining Coy, 724 ; The McKinnon Mines, 724 ; The Montreal Driving Club Coy, 722 ; The Royal Arms Laundry Coy, 727.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger :—Divers lots de Saint-Malachie à Saint-Damien, comté de Bellechasse, 725 ; Divers lots de Saint-Mathias au village de Richelieu, 725 ; Panet, 726 ; Saint-Bernard, 730.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Annexées ou érigées : Divers lots de Saint-Damase au canton Cabot, 760 ; Village de Saint Ephrem de Tring, 760 ; Lalemant, 760 ; Saint-Joseph-de-Viel, 724.

NOMINATION :—Commissaire d'écoles :—Saint-Anicet No 2, 717.

ORDRES DE COUR :—Morin vs Desmarais, 747.

PROCLAMATIONS :—Saint-Alphonse de Winslow, 718 ; Saint-Camille de Wolfe, 720 ; Sainte-Marguerite de Kingwick, 719.

RATIFICATION :—Dme Beaubien, 748.

SOCIÉTÉ :—Beurrerie et fromagerie du village de Dixville, 725.

VENTE DE FAILLITE :—Laroche, 747.

VENTE PAR LICITATION :—Daigle vs Dlle Noël et al, 747.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—Audet & Tremblay, faillis, 749 ; Boucher vs Bertrand, 750.

BEAUCÉ :—Poulin (Dme) vs Baillargeon, 750.

BEAUHARNOIS :—The O'Gilvie Flour Mills Coy vs Crevier, 750.

BEDFORD :—Scott & Co vs Pinel, 751.

CHICOUTIMI :—Desbiens vs Desbiens, 751.

IBERVILLE :—La Banque de Saint-Hacinthe vs Touchette et al, 752.

MONTREAL :—DeLorimier vs Brofstein & Son, 753 ; Luttrell & Co, faillis, 754 ; Westgate & Lewis vs Austin, 753 ; Valois (Dme) vs Cerino, 754.

RICHELIEU :—La Banque d'Hochelaga vs Pelquin, 755.

Hovington, 745 ; Morin, 745 ; Penfold Advertising Co., 744 ; Perreault, 744 ; Pilon, 744 ; Precourt & Gatién, 745 ; Proulx, 745 ; Roy, 776 ; Schoolcraft, 743 ; The Canada Horse Nail Coy, 746.

LETTERS PATENT :—Cie Industrielle de Sorel, 728 ; C. Meredith & Coy, 726 ; La Cie Electrique de Thedford Mines, 723 ; La Cie du Club Industriel de Sorel, 723 ; La Cie Manufacturière d'overalls de Saint Agapit, 722 ; Montreal Safe Deposit Coy, 728 ; New Montreal Construction Coy, 721 ; The John Black Mining Coy, 724 ; The McKinnon Mines, 724 ; The Montreal Driving Club Coy, 722 ; The Royal Arms Laundry Coy, 727.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect :—Several lots of Saint Malachie to Saint Damien, county of Bellechasse, 725 ; Several lots of Saint Mathias to village of Richelieu, 725 ; Panet, 726 ; Saint Bernard, 730.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Annexed or erected : Several lots of Saint Damase to the township Cabot, 760 ; Village of Saint Ephrem de Tring, 760 ; Lalemant, 760 ; Saint Joseph de Viel, 724.

APPOINTMENT :—School commissioner, Saint Anicet No. 2, 717.

ORDERS OF THE COURT :—Morin vs Desmarais, 747.

PROCLAMATIONS :—Saint-Alphonse de Winslow, 718 ; Saint-Camille de Wolfe, 720 ; Sainte-Marguerite de Tingwick, 719.

RATIFICATION :—Dme Beaubien, 748.

SOCIETY :—Butter and chesse factory of the village of Dixville, 725.

INSOLVENT SALE :—Larouche, 747.

SALE BY LICITATION :—Daigle vs Dlle Noël et al, 747.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Audet & Tremblay, Insolvents, 749 ; Boucher vs Bertrand, 750.

BEAUCÉ :—Poulin (Dme) vs Baillargeon, 750.

BEAUHARNOIS :—The O'Gilvie Flour Mills Coy vs Crevier, 750.

BEDFORD :—Scott & Co vs Pinel, 751.

CHICOUTIMI :—Desbiens vs Desbiens, 751.

IBERVILLE :—La Banque d Saint-Hyacinthe vs Touchette et al, 752.

MONTREAL :—DeLorimier vs Brofstein & Son, 753 ; Luttrell & Co, insolvents, 754 ; Westgate & Lewis vs Austin, 753 ; Valois (Dme) vs Cerino, 754.

RICHELIEU :—La Banque d'Hochelaga vs Pelquin, 755.

SAINT-FRANÇOIS : — Bourbeau vs Gervais, 757 ;
Girardin vs Ste Marie, 758 ; Joncas, failli,
755 ; Somers vs Beaudette, 757.

SAINT-HYACINTHE : — Beaunoyer vs Deschênes,
758 ; Morin vs Desmarais, 759.

TROIS-RIVIÈRES : — Giguère vs Lavergne, 759.

SAINT FRANCIS : — Bourbeau vs Gervais, 757 ;
Girardin vs Ste Marie, 758 ; Joncas, insolvent,
753 ; Somers vs Beaudette, 757.

SAINT HYACINTH : — Beaunoyer vs Deschênes,
758 ; Morin vs Desmarais, 759.

THREE RIVERS : — Giguère vs Lavergne, 759.

